

LIVRE 1 : CODE DES DROITS ET PROCEDURES FISCAUX

1. LOI N° 2000-82 DU 9 AOUT 2000, PORTANT PROMULGATION DU CODE DES DROITS ET PROCEDURES FISCAUX.....	3
2. CODE DES DROITS ET PROCEDURES FISCAUX.....	6
DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.....	6
TITRE PREMIER : CONTROLE FISCAL.....	7
<i>Chapitre premier : Dispositions générales</i>	7
Section I : Droit de contrôle fiscal	7
Section II : Obligation du respect du secret professionnel fiscal.....	8
Section III : Droit de communication	9
Section IV : Droit de reprise et délais de prescription	10
Section V : Droit de restitution des sommes perçues en trop	11
<i>Chapitre II : Procédures de la vérification fiscale</i>	12
Section I : Vérification préliminaire des déclarations, actes et écrits.....	12
Section II : Vérification approfondie de la situation fiscale.....	13
Section III : Dispositions communes	14
<i>Chapitre III : Taxation d'office</i>	15
TITRE II : DROITS DE RECOURS JURIDICTIONNELS EN MATIERE FISCALE	17
<i>Chapitre premier : Contentieux de l'assiette de l'impôt</i>	17
Section I : Procédures devant les tribunaux de première instance	17
Section II : De l'appel	18
Section III : De la cassation.....	19
<i>Chapitre II : Contentieux fiscal pénal</i>	19
Section I : Constatation des infractions fiscales pénales	19
Section II : Poursuite et transaction des infractions fiscales pénales	20
TITRE III : SANCTIONS FISCALES	20
<i>Chapitre premier : Sanctions fiscales administratives</i>	20
<i>Chapitre II : Sanctions fiscales pénales</i>	22
Section I : Sanctions fiscales pénales en matière de déclaration et de paiement de l'impôt.....	22
Section II : Sanctions fiscales pénales en matière de factures et de titres de mouvement	22
Section III : Sanctions fiscales pénales en matière de comptabilité et de communication de renseignements à l'administration fiscale.....	23
Section IV : Sanctions fiscales pénales en matière de fraude fiscale.....	24
Section V : Sanctions fiscales pénales diverses.....	24
Section VI : Application des sanctions et charge de la preuve.....	25
<i>Chapitre III : Mesures pour améliorer le recouvrement de l'impôt</i>	25
3. TEXTES D'APPLICATION DU CDPF.....	27
3.1. DECRET N° 2001-1721 DU 24 JUILLET 2001, FIXANT LA COMPOSITION, LES ATTRIBUTIONS ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PREVUE PAR L'ARTICLE 74 DU CODE DES DROITS ET PROCEDURES FISCAUX.....	27
3.2. DECRET N° 2001-1250 DU 28 MAI 2001, FIXANT LA COMPOSITION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA FISCALITE.....	29
3.3. ARRETE DU MINISTRE DE FINANCE DU 8 JANVIER 2002, FIXANT LES MODALITES DE	

STATUER SUR LES DEMANDES DE RESTITUTION DES SOMMES PERÇUES EN TROP.....	31
3.4. ARRETE DU MINISTRE DES FINANCES DU 8 JANVIER 2002, PORTANT FIXATION DU TARIF DE TRANSACTION EN MATIERE D'INFRACTION FISCALES PENALES.	33
4. DISPOSITIONS NON CODIFIEES.....	48
4.1. FACILITATION DE L'ACCOMPLISSEMENT DE L'OBLIGATION FISCALE	48
4.2. AMNISTIE FISCALE	51
4.2.1. Dispositions prévues par la loi de finances pour l'année 2001.....	51
4.2.2. Dispositions prévues par la loi de finances pour l'année 2002.....	52
4.2.3. Dispositions prévues par la loi n° 2002-1 du 8 janvier 2002, portant assouplissement des procédures fiscales.....	52
4.3. APPLICATION DES PENALITES DE RETARD EXIGIBLES APRES L'INTERVENTION DES SERVICES DU CONTROLE FISCAL AUX IMPOTS DONT LE DELAI DE PAIEMENT EST ECHU AVANT LE 1 ^{ER} JANVIER 2002	53
4.4. FIXATION D'UN MINIMUM DE PERCEPTION POUR LES DECLARATIONS MENSUELLES ET TRIMESTRIELLES.....	53

1. LOI N° 2000-82 DU 9 AOUT 2000, PORTANT PROMULGATION DU CODE DES DROITS ET PROCEDURES FISCAUX¹

Au nom du peuple,
La chambre des députés ayant adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article premier. - Sont promulgués par la présente loi, les textes fixant les droits et obligations du contribuable et les procédures y afférentes au niveau du contrôle et du contentieux de l'impôt, sous le titre de " code des droits et procédures fiscaux " .

Art. 2. - Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 73 du code des droits d'enregistrement et de timbre sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

Paragraphe deuxième (Nouveau) : L'opposition à l'exécutoire des dépens s'exerce conformément aux procédures applicables à l'état de liquidation.

Art. 3. - Demeurent en vigueur les dispositions de l'article 5 de la loi n° 92-39 du 27 avril 1992 portant mise à jour et dégel des titres fonciers telle que modifiée ou complétée par les textes subséquents.

Art. 4. - Les dispositions du paragraphe I de l'article 40 du code de la fiscalité locale sont abrogées et remplacées par ce qui suit:

Paragraphe I de l'article 40 (Nouveau) : Sous réserve des dispositions du paragraphe II du présent article, sont applicables à la taxe sur les établissements à caractère industriel, commercial ou professionnel les dispositions relatives aux obligations, au contrôle, à la prescription, au contentieux et aux sanctions applicables en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques et d'impôt sur les sociétés lorsqu'elles ne dérogent pas aux dispositions du présent code.

Art. 5. - L'expression "aux taux prévus par le paragraphe premier de l'article 73 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés", prévue par l'article 63 du code d'incitation aux investissements, est abrogée et remplacée par ce qui suit :
" aux taux prévus par les articles 81 et 82 du code des droits et procédures fiscaux, sous réserve du montant minimum de la pénalité de retard prévu par l'article 86 dudit code " .

Art. 6. - Les dispositions du quatrième alinéa du paragraphe II de l'article 60 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés sont abrogées et remplacées par ce qui suit : " En cas de non déclaration de l'impôt sur le revenu au titre de la plus-value visée au paragraphe 2 de l'article 27 du présent code, les services du contrôle fiscal peuvent, à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de la mise en demeure de l'intéressé, appliquer d'office une avance au titre de l'impôt précité liquidée au taux de 2,5% du prix de la cession déclaré dans l'acte" .

Art. 7. - Les dispositions de la présente loi et celles du code des droits et procédures fiscaux s'appliquent à compter du 1er janvier 2002.

Sont abrogées à cette date, toutes dispositions contraires et notamment :

- les articles 50, 61 et 63 à 97 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés tels que modifiés ou complétés par les textes subséquents.

¹ (1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 27 juillet 2000.

- les dispositions ci-après, prévues par le paragraphe I de l'article 59 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés :

" le défaut de déclaration de ces revenus ou bénéfices entraîne le paiement de la pénalité prévue par l'article 73 du présent code, sur la base de l'impôt dû, comme si ces bénéfices et revenus étaient soumis à l'impôt " .

- les articles 75 à 80, 82, 90 et 102 à 112, 114, 130 et 138 à 143 et 149 du code des droits d'enregistrement et de timbre tels que modifiés ou complétés par les textes subséquents.

- l'expression ci-après, prévue par le paragraphe IV de l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée :

" de leur circonscription " .

- les deuxième, troisième et quatrième alinéas du paragraphe II de l'article 15, le paragraphe VI de l'article 18 et les articles 20 et 21 du code de la taxe sur la valeur ajoutée tels que modifiés ou complétés par les textes subséquents.

- l'article 21 du décret du 31 mars 1955 portant fixation du budget ordinaire pour l'exercice 1955/1956, fixant les procédures de contrôle et de poursuite des infractions et les sanctions en matière de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, tel que modifié ou complété par les textes subséquents.

- l'article 3 du décret-loi n° 60-22 du 13 septembre 1960 portant institution d'une taxe annuelle sur les véhicules de tourisme à moteurs à huile lourde tel que modifié ou complété par les textes subséquents.

- l'article 45 de la loi n° 83-113 du 30 décembre 1983 portant loi de finances pour l'année 1984, fixant les procédures de contrôle et de poursuite des infractions et les sanctions en matière de la taxe unique de compensation de transports routiers tel que modifié ou complété par les textes subséquents.

- les deuxième et quatrième paragraphes de l'article 34 de la loi n° 84-84 du 31 décembre 1984 portant loi de finances pour l'année 1985, fixant les procédures de contrôle et de poursuite des infractions et les sanctions en matière de l'impôt additionnel annuel sur les véhicules utilisant le gaz du pétrole liquide tels que modifiés ou complétés par les textes subséquents.

- l'article 113 de la loi n° 92-122 du 29 décembre 1992 portant loi de finances pour l'année 1993, fixant les conditions d'octroi des avantages fiscaux.

Art. 8 - Les sanctions fiscales pénales prévues par le code des droits et procédures fiscaux ne s'appliquent pas aux infractions commises avant le premier janvier 2002. Ces infractions demeurent soumises aux sanctions prévues par la législation en vigueur avant le premier janvier 2002.

Cependant, les sanctions pénales les plus favorables prévues par le code des droits et procédures fiscaux sont applicables aux infractions commises avant le premier janvier 2002 tant qu'elles n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif.

La constatation des infractions fiscales passibles de sanctions administratives en vertu de la législation fiscale en vigueur avant le premier janvier 2002 s'effectue par procès-verbal établi conformément aux articles 71 et 72 du code des droits et procédures fiscaux et les procédures relatives au contentieux de l'assiette prévues par ledit code sont applicables à ces infractions.

Art. 9. - Le Ministre des Finances ou la personne déléguée par le Ministre des Finances à cet effet, établit les arrêtés de taxation d'office pour les dossiers ayant fait l'objet d'une notification des résultats de la vérification mais n'ayant pas fait l'objet d'arrêtés de taxation d'office à la date d'entrée en vigueur du code des droits et procédures fiscaux.

Ces arrêtés sont interruptifs de la prescription et exécutoires nonobstant les procédures d'opposition y afférentes. L'exécution desdits arrêtés est suspendue conformément aux dispositions de l'article 52 du code des droits et procédures fiscaux.

Art. 10. - Les montants dus en vertu des arrêtés de taxation d'office établis avant la date d'entrée en vigueur du code des droits et procédures fiscaux, sont mis en recouvrement à compter de cette date, et ce, nonobstant les procédures d'opposition y afférentes. L'exécution desdits arrêtés est suspendue conformément aux dispositions de l'article 52 du code des droits et procédures fiscaux.

Art. 11. - Les oppositions aux arrêtés de taxation d'office sont portées, à compter de la date d'entrée en vigueur du code des droits et procédures fiscaux, devant le tribunal de première instance territorialement compétent au sens de l'article 55 dudit code; chaque tribunal de première instance prend en charge les affaires qui se trouvent, à cette date, enrôlées ou en cours d'enrôlement devant la commission spéciale de taxation d'office qui en dépend.

Il est statué sur les recours portant opposition contre les arrêtés de taxation d'office visés aux articles 9 et 10 de la présente loi et ayant fait l'objet d'un sursis à exécution dans un délai maximum ne dépassant pas six mois de la date de l'enrôlement de l'affaire devant le tribunal de première instance ou de la date de sa prise en charge par cette dernière¹.

Art. 12. - Sont du ressort des cours d'appel :

- l'homologation des rapports des expertises ordonnées en matière de droits d'enregistrement, avant la date d'entrée en vigueur du code des droits et procédures fiscaux.
- l'examen des oppositions aux contraintes décernées en matière de droits d'enregistrement et de timbre, selon les procédures applicables à l'état de liquidation.

Art. 13. - Le recours en cassation contre les décisions de la Commission Spéciale de Taxation d'Office demeure du ressort du Tribunal Administratif.

Art. 14. - Les cours d'appel statuent sur les décisions de la Commission Spéciale de Taxation d'Office cassées avec renvoi à compter de la date d'entrée en vigueur du code des droits et procédures fiscaux; ces cours prennent en charge les affaires qui se trouvent, à cette date, enrôlées devant ladite commission en vertu d'un renvoi du Tribunal Administratif.

Art. 15. - Abrogé par l'article 2 de la loi n° 2002-1 du 8 janvier 2002, portant assouplissement des procédures fiscales.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sera exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 9 août 2000.

Zine El Abidine Ben Ali

¹ Alinéa ajouté par l'article 4 de la loi n° 2002-1 du 8/1/2002, portant assouplissement des procédures fiscales.

2. CODE DES DROITS ET PROCEDURES FISCAUX

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article premier : Le présent code fixe les dispositions relatives aux droits et obligations du contribuable et aux procédures y afférentes au niveau du contrôle et du contentieux des impôts, droits, taxes, redevances et autres prélèvements fiscaux au profit de l'Etat et qui sont désignés dans ledit code par le terme "impôt".

Les dispositions du présent code ne sont pas applicables aux droits de douane et autres droits, impôts et taxes perçus à l'importation qui demeurent régis par les dispositions du code des douanes.

Article 2 : L'accomplissement du devoir fiscal suppose la déclaration spontanée de l'impôt dans les délais impartis et le respect des autres obligations prescrites par la législation fiscale.

Article 3 : Sous réserve des dispositions des articles 10, 11 et 12 du code des droits d'enregistrement et de timbre, relatives au lieu de l'enregistrement des actes et écrits, les impôts régis par le présent code doivent être établis et déclarés :

1- au lieu de l'établissement principal pour les personnes physiques exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale ou une profession non commerciale dans le cadre d'un ou de plusieurs établissements sis en Tunisie ;

2- au lieu du domicile principal pour les personnes physiques réalisant des revenus ou bénéfices provenant exclusivement de sources autres que les activités professionnelles visées au paragraphe 1 du présent article ou provenant de l'étranger. A défaut de domicile en Tunisie, l'impôt doit être établi et déclaré au lieu de la source principale des revenus et bénéfices;

3- au lieu du siège social ou de l'établissement principal pour les sociétés et autres personnes morales. A défaut de siège social ou d'établissement stable en Tunisie, l'impôt doit être établi et déclaré au lieu de la source principale des revenus et bénéfices.

Nonobstant les dispositions du premier paragraphe du présent article, le lieu de l'établissement des impôts régis par les dispositions du présent code peut être désigné par un décret en se basant sur des critères qui prennent en considération notamment le secteur d'activité des contribuables et l'importance du chiffre d'affaires. Le champ et les conditions d'application des dispositions du présent paragraphe sont fixés par décret¹.

Les contribuables exerçant leurs activités professionnelles dans plusieurs établissements doivent joindre à leurs déclarations fiscales des renseignements détaillés sur l'activité de chacun de leurs établissements, et ce, selon un modèle fourni par l'administration.

Les dispositions prévues par le présent article ne font pas obstacle à l'exercice du droit de contrôle par les agents de l'administration fiscale dans la circonscription de laquelle se situe le lieu d'exercice de l'activité du contribuable.

Article 4 : Il est créé un Conseil National de la Fiscalité chargé de l'évaluation du système fiscal et sa conformité aux objectifs fixés notamment en matière d'équilibre des finances publiques, d'efficacité économique et d'équité fiscale.

Le Conseil National de la Fiscalité émet son avis sur toutes les questions d'ordre fiscal qui lui sont soumises.

La composition du Conseil National de la Fiscalité et les modalités de son fonctionnement sont fixées par décret².

¹ Paragraphe ajouté par l'article 69 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007.

² Décret n° 2001-1250 du 28 mai 2001 (voir ci-dessous, textes d'application du CDPF).

TITRE PREMIER : CONTROLE FISCAL**CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES****SECTION I : DROIT DE CONTROLE FISCAL**

Article 5 : L'administration fiscale contrôle et vérifie les déclarations, actes, écrits, mutations, factures et documents utilisés ou justifiant l'établissement des impôts régis par les dispositions du présent code et leur paiement ou présentés en vue de bénéficier d'avantages ou de dégrèvements fiscaux ou de la restitution des sommes perçues en trop au titre de ces impôts ; elle contrôle également le respect par le contribuable de ses obligations fiscales.

Article 6 : L'administration fiscale peut dans le cadre du contrôle ou de la vérification prévus par l'article 5 du présent code, demander tous renseignements, éclaircissements ou justifications concernant la situation fiscale du contribuable. Elle peut établir l'impôt et rectifier les déclarations sur la base de présomptions de droit ou de présomptions de fait formées notamment de comparaisons avec des données relatives à des exploitations, des sources de revenu ou des opérations similaires.

Article 7 : L'administration fiscale peut demander aux personnes physiques, dans le cadre de la vérification de leur situation fiscale, des états détaillés de leur patrimoine et des éléments de leur train de vie visés aux articles 42 et 43 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

Article 8 : Le contribuable doit communiquer, à toute réquisition des agents de l'administration fiscale à ces habilités, ses quittances, documents et factures relatifs au paiement des impôts dont il est redevable ou justifiant l'accomplissement de ses obligations fiscales. A cet effet, ces agents sont habilités à visiter, sans avis préalable, les locaux professionnels, magasins ainsi que les entrepôts qui en dépendent et d'une manière générale tous lieux utilisés pour des activités ou opérations soumises à l'impôt et à procéder à des constatations matérielles des éléments relatifs à l'exercice de l'activité commerciale, industrielle ou professionnelle ou des registres et documents comptables. Les constatations matérielles s'effectuent sur la base d'un ordre de mission spécial dont copie est délivrée, contre récépissé, directement au contribuable ou à son représentant au début de la visite.

Ces constatations ne constituent pas un commencement effectif de la vérification approfondie de la situation fiscale prévue par l'article 38 du présent code.

Ces agents sont également habilités, en cas d'existence de présomptions d'exercice d'une activité soumise à l'impôt et non déclarée ou de manœuvres de fraude fiscale, à procéder, conformément aux dispositions du code de procédure pénale, à des visites et perquisitions dans les locaux soupçonnés en vue de constater les infractions commises et de recueillir les éléments de preuve y afférents.

Les agents de l'administration fiscale peuvent procéder à la saisie de tous documents ou objets prouvant l'exercice d'une activité soumise à l'impôt et non déclarée ou présumant une infraction fiscale. A l'occasion de chaque visite au sens du présent article, il est établi un procès-verbal, conformément aux dispositions des articles 71 et 72 du présent code, relatant le déroulement de l'opération et les constatations matérielles effectuées avec description détaillée des objets et documents saisis. Une copie du procès-verbal est délivrée au contribuable ou à son représentant contre récépissé.

Article 9 : Les personnes soumises à l'obligation de tenir une comptabilité conformément aux dispositions de l'article 62 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, doivent communiquer aux agents de l'administration fiscale, tous registres, titres, documents, programmes, logiciels et applications informatiques utilisés pour l'arrêté de leurs comptes ou pour l'établissement de leurs déclarations fiscales ainsi que les informations et données nécessaires à l'exploitation de ces programmes, logiciels et applications enregistrées sur supports informatiques¹. Les personnes qui tiennent leur comptabilité ou établissent leurs déclarations fiscales par les moyens informatiques, doivent communiquer, aux agents de l'administration fiscale, les informations et éclaircissements nécessaires que ces agents leur requièrent dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

Article 10 : Les demandes et significations de l'administration fiscale devant recevoir une réponse dans un délai déterminé, peuvent être notifiées au moyen de ses agents, des huissiers notaires, des "officiers des services financiers"² ou par lettre recommandée avec accusé de réception. La notification obéit aux dispositions du code de procédure civile et commerciale.

Article 11 : Sous réserve des délais spéciaux prévus par le présent code, le contribuable doit répondre par écrit, aux demandes et significations de l'administration fiscale qui lui ont été notifiées, dans un délai de trente jours à compter de la date de la notification de la demande ou de la signification.

Article 12 : Les agents de l'administration fiscale, des douanes et autres agents de l'Etat habilités à verbaliser en matière de circulation, effectuent les contrôles nécessaires en vue de s'assurer du respect de la législation relative aux factures, au transport de produits et de marchandises et au paiement des impôts dus sur les moyens de transport routier.

Les agents de l'administration fiscale exercent ce contrôle sur la voie publique, dans les établissements ouverts au public et en tout autre lieu dont l'accès leur est légalement permis; le rôle des autres agents se limite au contrôle sur la voie publique.

Article 13 : Le contrôle fiscal s'exerce par les agents de l'administration fiscale et autres agents publics à ce habilités conformément à la loi, chacun dans la limite de ses attributions. Les agents de l'administration fiscale peuvent se faire assister, dans le cadre des opérations de contrôle nécessitant une expertise ou une compétence technique particulière, par les agents de l'Etat et des établissements publics ou par des experts non concurrents au contribuable, et ce, sur la base d'une habilitation par le Ministre des Finances ou par la personne déléguée par le Ministre des Finances à cet effet.

Article 14 : Les autorités civiles et les autorités de sûreté prêtent toute l'assistance, qui leur est requise, aux agents de l'administration fiscale dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

SECTION II : OBLIGATION DU RESPECT DU SECRET PROFESSIONNEL FISCAL

Article 15 : Toute personne appelée en raison de ses fonctions ou attributions à intervenir dans l'établissement, le recouvrement, le contrôle ou le contentieux de l'impôt est tenue à l'obligation du respect du secret professionnel.

Les notifications et les correspondances relatives à l'impôt, échangées entre les services de l'administration fiscale ou notifiées par leurs soins au contribuable, doivent se faire sous plis fermés.

Les agents de l'administration fiscale ne peuvent délivrer des renseignements ou copies

¹ Modifié par l'article 79 de la loi n° 2003-80, portant loi de finances pour l'année 2004

² Modifié par l'article 13 de la loi n° 2002-101 du 17/12/2002, portant loi de finances pour l'année 2003.

des dossiers qu'ils détiennent qu'au contribuable lui-même et en ce qui concerne sa situation fiscale ou aux personnes auxquelles le paiement de l'impôt pourrait être réclamé à la place du contribuable.

Les services chargés du recouvrement de l'impôt et les services de l'administration fiscale ne peuvent délivrer des copies d'actes enregistrés ou des extraits du registre de la formalité de l'enregistrement, qu'aux parties contractantes ou à leurs ayants cause. Dans les autres cas, ces copies et extraits ne sont délivrés que sur ordonnance du juge compétent.

SECTION III : DROIT DE COMMUNICATION

Article 16 : Les services de l'Etat et des collectivités locales, les établissements et entreprises publics, les sociétés et organismes contrôlés par l'Etat ou par les collectivités locales ainsi que les établissements, entreprises et autres personnes morales du secteur privé et les personnes physiques, doivent communiquer aux agents de l'administration fiscale sur demande écrite et pour consultation sur place les registres, la comptabilité, les factures et les documents qu'ils détiennent dans le cadre de leurs attributions ou dont la tenue leur est prescrite par la législation fiscale. Ils doivent, en outre, faire parvenir aux agents de l'administration fiscale, sur demande écrite, des listes nominatives de leurs clients et fournisseurs comportant les montants des achats et des ventes de marchandises, de services et de biens effectués avec chacun d'eux, et ce, dans un délai ne dépassant pas trente jours à compter de la date de la notification de la demande.

Les services de l'Etat et des collectivités locales, les établissements et entreprises publics ainsi que les sociétés dans le capital desquelles l'Etat détient directement ou indirectement une participation, doivent faire parvenir aux services compétents de l'administration fiscale, tous les renseignements relatifs aux marchés pour construction, réparation, entretien, fourniture, services et autres objets mobiliers qu'ils passent avec les tiers selon un modèle établi par l'administration, et ce, dans un délai ne dépassant pas trente jours à compter de la date de leur passation.

Les officiers publics et les dépositaires d'archives et de titres publics sont tenus de communiquer pour consultation sur place, aux agents de l'administration fiscale à ce habilités, les actes, écrits, registres et pièces des dossiers détenus ou conservés par eux dans le cadre de leurs fonctions. Ils sont tenus également de permettre à ces agents de prendre, sans frais, les renseignements, extraits et copies nécessaires pour le contrôle des actes et des déclarations.

Les services et les personnes physiques ou morales, visés au présent article ne peuvent en l'absence de dispositions légales contraires, opposer l'obligation du respect du secret professionnel aux agents de l'administration fiscale habilités à exercer le droit de communication.

Les personnes habilitées à effectuer, dans le cadre de l'exercice de leurs missions conformément à la législation en vigueur, des annonces de publicités obligatoires relatives à une mutation, liquidation ou partage d'immeubles ou de meubles, doivent insérer le numéro du matricule fiscal ou, à défaut, le numéro de la carte d'identité nationale des propriétaires de ces biens ou des possesseurs ou de leurs titulaires, et ce, en sus des autres mentions obligatoires légalement exigibles¹.

Article 17 : Le droit de communication prévu par l'article 16 du présent code consiste, en ce qui concerne l'activité financière des établissements bancaires et postaux relative à l'ouverture des comptes, en la communication aux services compétents de l'administration

¹ Ajouté par l'article 55 de la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.

fiscale sur demande écrite, dans un délai ne dépassant pas trente jours à compter de la date de la notification de la demande, des numéros des comptes qui se trouvent ouverts auprès d'eux durant la période non prescrite, de l'identité de leurs titulaires ainsi que la date d'ouverture de ces comptes lorsque l'ouverture a eu lieu durant la période susvisée et la date de leur clôture lorsque celle-ci a eu lieu au cours de la même période.

Le droit de communication prévu par le paragraphe premier du présent article ne s'applique qu'aux contribuables se trouvant en vérification approfondie de leur situation fiscale à la date de la présentation de la demande.

Le droit de communication prévu par le présent article s'exerce par les agents de l'administration fiscale habilités à cet effet¹.

Article 18 : Le ministère public communique aux services de l'administration fiscale, tous les renseignements et documents présumant une fraude fiscale ou tout autre agissement ayant pour but de frauder l'impôt ou de compromettre son paiement qu'il s'agisse d'une instance civile, commerciale ou d'une instruction pénale même terminée par un non-lieu.

SECTION IV : DROIT DE REPRISE ET DELAIS DE PRESCRIPTION

Article 19 : Sous réserve des dispositions des articles 21, 23, 24 et 26 du présent code, les omissions, erreurs et dissimulations constatées dans l'assiette, les taux ou la liquidation des impôts déclarés peuvent être réparées:

1- jusqu'à la fin de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle sont réalisés le bénéfice, le revenu, le chiffre d'affaires, l'encaissement ou le décaissement des sommes ou toutes autres opérations donnant lieu à l'exigibilité de l'impôt. Toutefois, pour les entreprises soumises à l'impôt selon le régime réel et pour lesquelles la date de clôture du bilan ne coïncide pas avec la fin de l'année civile, le droit de reprise de l'impôt exigible au titre d'un exercice donné s'exerce jusqu'à la fin de la quatrième année civile suivant celle au cours de laquelle le bilan est clôturé;

2- dans un délai de quatre ans à compter de la date de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration, en ce qui concerne les droits d'enregistrement. Toutefois, lorsqu'un acte ou un jugement comportant une valeur des immeubles supérieure à celle portée sur une déclaration de succession, intervient dans un délai de deux ans à compter de la date du décès, le délai de prescription commence à courir à compter de la date de l'enregistrement de l'acte ou du jugement.

Article 20 : Le délai prévu par l'article 19 du présent code est porté à dix ans pour les impôts non déclarés ; ce délai commence à courir, pour les droits d'enregistrement, à compter de la date de l'acte, de la mutation, de l'écrit ou du jugement.

Article 21 : Les omissions et erreurs relatives aux droits de timbre peuvent être réparées dans un délai maximum de dix ans de la date de l'exigibilité des droits.

Article 22 : Pour le décompte des délais de reprise en matière de droits d'enregistrement, la date des actes sous - seing privé n'ayant pas acquis date certaine au sens de l'article 450 du code des obligations et des contrats, n'est pas opposable à l'administration.

Article 23 : Les omissions et erreurs relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, à la taxe annuelle sur les véhicules de tourisme à moteur à huile lourde, et à l'impôt additionnel annuel sur les véhicules utilisant le gaz du pétrole liquide peuvent être réparées jusqu'à l'expiration de l'année civile au cours de laquelle l'impôt est dû.

¹ Modifié par l'article 1^{er} de la loi 2002-1 du 8 janvier 2002, portant assouplissement des procédures fiscales.

Article 24 : La taxe unique de compensation de transports routiers, due au titre d'une année, peut être réclamée jusqu'à l'expiration de la quatrième année suivante. Toutefois, la période considérée pour la liquidation de la taxe, ne peut excéder six mois pour les véhicules ne bénéficiant pas de la suspension de la taxe à l'occasion du dépôt provisoire du permis de circulation.

Article 25 : Les délais de reprise, prévus par les articles 19 à 24 du présent code, sont applicables aux pénalités liquidées sur le principal de l'impôt.

Article 26 : Nonobstant les délais prévus par les articles 19 et 20 du présent code, le contrôle peut porter sur des périodes prescrites ayant une incidence sur l'assiette ou le montant de l'impôt dû au titre des périodes non prescrites, et ce, notamment par l'imputation de déficits reportés, d'amortissements différés ou de crédits d'impôt.

Toutefois, ce contrôle ne peut, en aucun cas, aboutir à la réclamation d'un impôt supplémentaire au titre des périodes prescrites.

Article 27 : La prescription est interrompue par la notification des résultats de la vérification fiscale, par la reconnaissance de dette, et à défaut, par la notification de l'arrêté de taxation d'office¹. Toutefois, et en ce qui concerne les taxes dues sur les moyens de transport, la prescription est interrompue par la notification du procès-verbal constatant l'infraction. Ladite notification tient lieu de notification des résultats de la vérification fiscale.

La prescription est également interrompue, pour les impôts non déclarés, par la notification de la mise en demeure prévue par le deuxième paragraphe de l'article 47 du présent code ou par la notification de l'avis de vérification approfondie de la situation fiscale prévu par l'article 39 du présent code².

SECTION V : DROIT DE RESTITUTION DES SOMMES PERÇUES EN TROP

Article 28 : L'action en restitution des sommes perçues en trop doit intervenir dans un délai maximum de trois ans à compter de la date à laquelle l'impôt est devenu restituable conformément à la législation fiscale et au plus tard, dans un délai de cinq ans à compter de la date du recouvrement. Toutefois, le délai de cinq ans n'est pas applicable lorsque l'impôt est devenu restituable en vertu d'un jugement ou d'un arrêt de justice.

Article 29 : L'action en restitution est introduite au moyen d'une demande écrite motivée à déposer contre récépissé, auprès des services compétents de l'administration fiscale. Les dits services sont tenus de donner suite à la demande en restitution, dans un délai maximum de six mois à compter de la date de son dépôt. Le refus total ou partiel de la demande en restitution doit être motivé. Le défaut de réponse, dans le délai fixé par le présent article, est considéré comme un refus implicite de la demande en restitution.

Article 30 : Les services de l'administration fiscale instruisent les demandes en restitution selon des modalités fixées par arrêté du Ministre des Finances³.

Article 31 : La restitution des sommes perçues en trop ne peut être accordée qu'au contribuable ayant déposé toutes ses déclarations fiscales échues et non prescrites à la date du dépôt de la demande en restitution.

Les services de l'administration fiscale procèdent au contrôle nécessaire en vue de s'assurer du bien fondé de la demande en restitution. Ce contrôle ne fait pas obstacle à la vérification approfondie de la situation fiscale prévue par l'article 38 du présent code.

¹ Modifié par l'article 79 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002.

² Ajouté par l'article 51 de la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.

³ Arrêté du ministre des finances du 8 janvier 2002 (voir *infra*, textes d'application du CDPF).

Article 32 : La restitution de la taxe sur la valeur ajoutée s'effectue, dans les cas prévues au paragraphe II de l'article 15 du code de la taxe sur la valeur ajoutée, directement par le receveur des finances après visa de la demande en restitution par les services de l'administration fiscale concernés. Le visa de la demande en restitution doit intervenir dans un délai ne dépassant pas quatre vingt dix jours à partir de la date du dépôt de la demande.

Le délai du visa est réduit à trente jours pour le crédit de la taxe sur la valeur ajoutée provenant :

- des ventes en suspension de taxe ;
- de la retenue à la source de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- des investissements de création des projets prévus par l'article 5 du code d'incitation aux investissements ;
- des investissements de mise à niveau, réalisés dans le cadre d'un programme de mise à niveau approuvé par le comité de pilotage du programme de mise à niveau ⁽¹⁾.

« Le délai de visa est réduit pour le crédit de la taxe sur la valeur ajoutée provenant de l'exportation de biens ou services à sept jours, décomptés à partir de la date de dépôt de la demande de restitution accompagnée des pièces justifiant l'opération d'exportation »².

Les sommes indûment restituées donnent lieu, en sus des pénalités prévues par les articles 81 et 82 du présent code, à l'application d'une pénalité de 0,5% ⁽³⁾ par mois ou fraction de mois à compter de la date de la restitution et jusqu'à la fin du mois au cours duquel a eu lieu le paiement de ces sommes ou la reconnaissance de la dette ou la notification des résultats de la vérification fiscale.

Article 33 : La restitution des sommes perçues en trop s'effectue après déduction des créances fiscales constatées dans les écritures du receveur des finances à la charge de la personne ayant demandé la restitution ou de son ayant cause, même si ces créances sont encore partiellement ou totalement litigieuses.

Article 34 : Le contribuable bénéficie d'un intérêt de restitution au taux de 0,5% ⁽⁴⁾ des sommes indûment perçues en vertu d'une taxation d'office liquidé par mois ou fraction de mois écoulé à compter de la date de son recouvrement et jusqu'à la date de la décision de restitution.

Article 35 : La restitution des sommes perçues en trop s'effectue par prélèvement direct sur les recettes au titre de l'impôt ou des pénalités objet de la restitution.

CHAPITRE II : PROCEDURES DE LA VERIFICATION FISCALE

Article 36 : La vérification fiscale prend la forme d'une vérification préliminaire des déclarations, actes et écrits détenus par l'administration fiscale ou d'une vérification approfondie de la situation fiscale du contribuable.

SECTION I : VERIFICATION PRELIMINAIRE DES DECLARATIONS, ACTES ET ECRITS

Article 37 : La vérification préliminaire des déclarations, actes et écrits détenus par l'administration fiscale s'effectue sur la base des éléments y figurant et de tous documents et renseignements dont dispose l'administration.

¹ Modifié par l'article 38 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 puis par l'article 16 de la loi n° 2006-80 du 18 décembre 2006, relative à la réduction des taux de l'impôt et à l'allègement de la pression fiscale sur les entreprises.

² Ajouté par l'article 11 de la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007, relative à l'initiative économique.

³ L'ancien taux de 0,75% a été réduit à 0,5% en vertu de l'article 47 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006.

⁴ L'ancien taux de 0,75% a été réduit à 0,5% en vertu de l'article 47 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006.

La vérification préliminaire n'est pas subordonnée à la notification d'un avis préalable et ne fait pas obstacle à la vérification approfondie de la situation fiscale.

SECTION II : VERIFICATION APPROFONDIE DE LA SITUATION FISCALE

Article 38 : La vérification approfondie de la situation fiscale porte sur tout ou partie de la situation fiscale du contribuable; elle s'effectue sur la base de la comptabilité pour le contribuable soumis à l'obligation de tenue de comptabilité et dans tous les cas sur la base de renseignements, de documents ou de présomptions de fait ou de droit.

La comptabilité exigée conformément à la législation fiscale n'est pas admise, en cas de défaut de sa présentation aux services de l'administration fiscale dans le délai de trente jours de la date de la notification adressée au contribuable par les moyens prévus par l'article 10 du présent code et l'établissement d'un procès-verbal conformément aux dispositions des articles 70 à 72 du même code. Cette disposition n'est pas applicable dans les cas où la comptabilité est déposée auprès des tribunaux, du ministère public, des organismes de contrôle publics, des experts chargés conformément à la loi ou en présence d'un autre empêchement légal ainsi que pour les cas de force majeure¹.

L'administration fiscale ne peut procéder à une nouvelle vérification approfondie du même impôt et pour la même période que lorsqu'elle dispose de renseignements touchant à l'assiette et à la liquidation de l'impôt et dont elle n'a pas eu connaissance précédemment.

Article 39 : Les opérations de vérification approfondie de la situation fiscale font obligatoirement l'objet d'une notification d'un avis préalable. L'avis est notifié au contribuable à son domicile réel ou élu déclaré à l'administration fiscale, et ce, conformément aux procédures prévues par l'article 10 du présent code.

L'avis de vérification approfondie doit comporter, en sus des indications relatives au service chargé de la vérification et de son cachet, la mention expresse du droit du contribuable de se faire assister durant le déroulement de la vérification et la discussion de ses résultats par une personne de son choix ou de se faire représenter à cet effet par un mandataire conformément à la loi. L'avis doit préciser, en outre, les impôts et la période concernés par la vérification, l'agent ou les agents qui en sont chargés ainsi que la date du commencement de la vérification qui doit s'écarter de quinze jours au moins de la date de la notification de l'avis.

L'administration fiscale peut différer, à son initiative ou à la demande écrite du contribuable, le commencement de la vérification pour une durée ne dépassant pas soixante jours.

Article 40 : La vérification approfondie de la situation fiscale se déroule dans les locaux de l'entreprise. La vérification peut avoir lieu dans les bureaux de l'administration fiscale sur demande écrite de l'entreprise ou à l'initiative de l'administration fiscale en cas de nécessité ; dans ce cas, les échanges des registres et documents se font contre récépissés.

La durée effective maximale de la vérification approfondie de la situation fiscale est fixée à six mois lorsque la vérification s'effectue sur la base d'une comptabilité tenue conformément à la législation en vigueur et à une année dans les autres cas.

La durée de la vérification approfondie est calculée à compter de la date de son commencement mentionnée dans l'avis de la vérification jusqu'à la notification des résultats de la vérification prévue par l'article 43 du présent code.

Toutefois, lorsque la vérification est différée, son commencement effectif est constaté par un procès-verbal établi conformément aux modalités prévues par les articles 71 et 72 du présent code.

Ne sont pas prises en compte pour le calcul de cette durée, les interruptions de la

¹ Alinéa ajouté par l'article 62 de la loi n° 2004-90 du 31/12/2004, portant loi de finances pour l'année 2005.

vérification intervenues pour des motifs attribués au contribuable ou à l'administration et ayant fait l'objet de correspondances sans que la durée totale de ces interruptions puisse excéder soixante jours.

Article 41 : L'administration fiscale peut demander des renseignements, éclaircissements ou justifications en rapport avec la vérification. Lorsque la demande est écrite, le contribuable doit y répondre par écrit dans un délai ne dépassant pas dix jours à compter de la date de la notification ou de la remise directe de la demande de l'administration fiscale; le retard dans la réponse aux demandes de l'administration fiscale n'est pas pris en compte pour le calcul de la durée de la vérification approfondie de la situation fiscale. Ce délai est porté à quinze jours dans les cas où la production des renseignements, éclaircissements ou justifications demandés nécessite l'obtention d'informations auprès d'une entreprise établie à l'étranger et ayant un lien avec l'entreprise à qui la demande a été adressée.

SECTION III : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 42 : Le contribuable peut se faire assister, durant le déroulement de la vérification fiscale et la discussion de ses résultats, par une personne de son choix ou se faire représenter à cet effet par un mandataire conformément à la loi.

Article 43 : L'administration fiscale notifie au contribuable, par écrit les redressements relatifs à sa situation fiscale. La notification s'effectue conformément aux procédures prévues par l'article 10 du présent code.

La notification comporte notamment :

- la nature de la vérification fiscale dont a fait l'objet le contribuable;
- les chefs de redressements et la méthode retenue pour l'établissement des nouvelles bases d'imposition;
- le montant de l'impôt exigible ou les rectifications du crédit d'impôt, du report déficitaire et des amortissements régulièrement différés;
- les pénalités exigibles;
- l'invitation du contribuable à formuler ses observations, oppositions et réserves relatives aux résultats de la vérification, dans un délai de trente jours à compter de la date de la notification.

Article 44 : Le contribuable doit répondre par écrit aux résultats de la vérification fiscale, dans un délai de trente jours à compter de la date de la notification.

Article 44 bis : Lorsque le contribuable formule son opposition aux résultats de la vérification fiscale dans les délais prévus par l'article 44 du présent code, l'administration fiscale doit répondre par écrit à l'opposition du contribuable. Le rejet partiel ou total par l'administration fiscale de l'opposition du contribuable doit être motivé. Cette réponse est notifiée conformément aux procédures prévues par l'article 10 du présent code.

Est accordé au contribuable un délai de quinze jours à compter de la date de la notification de la réponse de l'administration fiscale pour formuler par écrit ses observations, oppositions et réserves, relatives à cette réponse¹.

Article 45 : L'acquiescement du contribuable à tout ou partie des résultats de la vérification fiscale s'effectue par la souscription d'une déclaration rectificative et d'une reconnaissance de dette.

Article 46 : L'administration fiscale peut procéder à une réduction ou à un rehaussement des résultats de la vérification fiscale, et ce, pour réparer les erreurs matérielles relatives à l'imposition ou lorsqu'elle dispose de renseignements touchant à l'assiette ou à la liquidation

¹ Article 44 bis ajouté par l'article 57 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007.

de l'impôt et dont elle n'a pas eu connaissance précédemment.

La demande de réduction des résultats de la vérification fiscale est présentée selon le cas au tribunal de première instance ou à la cour d'appel chargée de l'affaire tant qu'un jugement définitif la concernant n'est pas prononcé.

La demande de rehaussement des résultats de la vérification fiscale est présentée au tribunal de première instance chargé de l'affaire tant qu'un jugement de première instance la concernant n'est pas prononcé.

Le rehaussement des résultats de la vérification fiscale s'effectue, après le prononcé du jugement de première instance, par arrêté de taxation d'office tout en observant les procédures prévues par les articles 43 et 44 du présent code.

CHAPITRE III : TAXATION D'OFFICE

Article 47 : La taxation est établie d'office en cas de désaccord entre l'administration fiscale et le contribuable sur les résultats de la vérification fiscale préliminaire ou approfondie prévues par l'article 36 du présent code, ou lorsque le contribuable ne répond pas par écrit à la notification des résultats de la vérification fiscale à son opposition à ces résultats conformément aux dispositions des articles 44 et 44 bis du présent code¹.

La taxation est également établie d'office, en cas de défaut de dépôt par le contribuable, des déclarations fiscales et des actes prescrits par la loi pour l'établissement de l'impôt, et ce, dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de sa mise en demeure, conformément aux procédures prévues par l'article 10 du présent code.

Article 48 : *Modifié par l'article 61 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008*

La taxation est établie d'office dans le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 47 du présent code, sur la base de présomptions de droit ou sur la base des éléments de taxation de l'impôt portés sur la dernière déclaration déposée nonobstant le crédit d'impôt, les déficits et les amortissements différés provenant des périodes précédentes à la période concernée par la déclaration ainsi que les déductions fiscales au titre des revenus et bénéfices réinvestis, et ce, avec un minimum d'impôt non susceptible de restitution perçu par déclaration nonobstant le nombre des impôts exigibles portés sur la déclaration fixé comme suit :

- 200 dinars pour les personnes morales,
- 100 dinars pour les personnes physiques soumises à l'impôt sur le revenu selon le régime réel ou soumises à l'impôt sur le revenu selon le régime forfaitaire au titre des bénéfices des professions non commerciales,
- 50 dinars pour les personnes physiques soumises à l'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux selon le régime forfaitaire,
- 25 dinars dans les autres cas.

Dans ce cas, la taxation d'office ne fait pas obstacle à la vérification approfondie de la situation fiscale.

Article 49 : Dans le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 47 du présent code, la taxation est établie nonobstant les procédures prévues par les articles 43 et 44 du présent code.

Article 50 : "Nonobstant les dispositions de l'article 65 du code d'incitation aux investissements"², la taxation d'office prévue par l'article 47 du présent code, est établie au

¹ Modifié par l'article 58 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007.

² Expression ajoutée par l'article 76 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007.

moyen d'un arrêté motivé du Ministre des Finances ou de la personne déléguée par le Ministre des Finances à cet effet, et ce, sur la base des résultats de la vérification fiscale et de la réponse y afférente du contribuable si elle existe. L'arrêté de taxation d'office comporte les indications suivantes :

- les services de l'administration fiscale ayant procédé à la vérification fiscale ;
- la méthode d'imposition retenue ;
- les fondements juridiques de l'arrêté ;
- les nom, prénoms et grade des vérificateurs ;
- la date du commencement de la vérification approfondie et de son achèvement ainsi que le lieu de son déroulement ;
- les années et les impôts concernés par la vérification fiscale ;
- le montant de l'impôt exigible et des pénalités y afférentes ou les rectifications du crédit d'impôt, du report déficitaire et des amortissements régulièrement différés ;
- la recette des finances auprès de laquelle seront constatées les sommes exigibles ;
- l'information du contribuable de son droit de s'opposer à l'arrêté de taxation d'office devant le tribunal de première instance territorialement compétent et le délai imparti pour cette action ;
- l'information du contribuable de la possibilité de suspendre l'exécution de l'arrêté de taxation d'office conformément aux dispositions de l'article 52 du présent code.

Article 51 : L'arrêté de taxation d'office est notifié au contribuable conformément aux procédures prévues par l'article 10 du présent code. Le contribuable peut s'opposer à cet arrêté conformément aux dispositions de l'article 55 du présent code.

Article 52 ¹ : L'arrêté de taxation d'office est exécutoire nonobstant les actions en opposition y afférentes. L'exécution de l'arrêté est suspendue par le paiement de 20% du montant de l'impôt en principal ou par la production d'une caution bancaire pour le même montant, et ce, dans un délai de soixante jours à compter de la date de la notification.

Le montant de l'impôt objet de la caution bancaire est recouvrable auprès de l'établissement bancaire à l'expiration d'une année à compter de la date de la notification de l'arrêté de taxation. L'établissement bancaire garant ne peut, dans ce cas, opposer aux services du recouvrement, la poursuite des biens du contribuable.

Sont exclus de la suspension de l'exécution, l'impôt en principal et les pénalités administratives exigibles en matière de retenue de l'impôt à la source.

Il est statué sur les recours portant opposition contre les arrêtés de taxation d'office ayant fait l'objet d'un sursis à exécution dans un délai ne dépassant pas six mois de la date de l'enrôlement de l'affaire devant le tribunal de première instance.

¹ Modifié par l'article 3 de la loi n° 2002-1 du 8 janvier 2002, portant assouplissement des procédures fiscales.

TITRE II : DROITS DE RECOURS JURIDICTIONNELS EN MATIERE FISCALE**CHAPITRE PREMIER : CONTENTIEUX DE L'ASSIETTE DE L'IMPOT****SECTION I : PROCEDURES DEVANT LES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE**

Article 53 : Le contentieux de l'assiette couvre les recours visés à l'article 54 du présent code et relatifs à l'impôt en principal et aux pénalités y afférentes prévues par les articles 81 à 86 du présent code.

Article 54 : Les tribunaux de première instance sont compétents pour statuer, en premier ressort, sur les recours portant oppositions contre les arrêtés de taxation d'office ou relatifs à la restitution de l'impôt.

Ces tribunaux sont également compétents pour statuer sur les oppositions relatives aux actes de notification, ajournement, significations et autres procédures ayant trait à la taxation d'office ou à la restitution des sommes d'impôts et ce, dans le cadre des recours visés actions au paragraphe premier présent article¹.

Article 55 : Le recours, formé contre les services de l'administration fiscale, est porté devant le tribunal de première instance dans la circonscription de laquelle se trouve le service de l'administration fiscale en charge du dossier, et ce, dans un délai ne dépassant pas soixante jours à compter de la date de la notification de l'arrêté de taxation d'office ou de l'expiration du délai imparti pour donner suite à la demande en restitution, et ce, au moyen d'une requête écrite, établie par le contribuable ou par un mandataire désigné à cet effet conformément à la loi et comportant les mentions prévues par le code de procédure civile et commerciale; une copie de cette requête, accompagnée des pièces justificatives, est signifiée aux services de l'administration fiscale.

Article 56 : Les dispositions du code de procédure civile et commerciale sont applicables aux recours visés à l'article 54 du présent code lorsqu'elles ne sont pas contraires aux dispositions particulières du présent code.

Article 57 (nouveau²) : Le ministère d'avocat est obligatoire lorsque le montant de la taxation d'office ou celui relatif à la demande en restitution est supérieur à vingt cinq mille dinars.

L'administration est représentée à l'instance par ses agents à ce habilités, sans besoin de pouvoir spécial à cet effet.

Article 58 : L'administration fiscale peut notifier les ajournements et significations relatifs aux recours prévus par l'article 54 du présent code ainsi que les jugements et arrêts y afférents par ses agents, par les officiers des services financiers ou par les huissiers-notaires.

La cour d'appel statue sur les oppositions relatives aux actes de notification, des ajournements, significations portant sur les jugements prononcés en matière de taxation d'office ou en matière de restitution de l'impôt dans le cadre de l'examen du recours en appel de ces jugements³.

Article 59 : Le délai de comparution à l'audience fixé pour l'affaire ne doit pas être inférieur à trente jours à compter de la date de la signification à l'administration d'une copie de la requête introductive d'instance.

¹ Alinéa ajouté par l'article 60 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008.

² Modifié par la loi n° 2006-11 du 6 mars 2006 (JORT n° 20).

³ Alinéa ajouté par l'article 60 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008.

Article 60 : Le président du tribunal remet l'affaire au juge rapporteur qui fait de son mieux pour rapprocher les points de vues de l'administration et du contribuable.

Le contribuable peut se faire assister durant l'audience de conciliation par une personne de son choix ou se faire représenter, à cet effet, par un mandataire conformément à la loi.

En cas d'absence du représentant de l'administration ou du contribuable, l'audience est ajournée une seule fois.

Lorsque le contribuable et l'administration conviennent d'un arrangement, le juge rapporteur leur fixe un délai pour le concrétiser par la signature d'un procès-verbal de conciliation. L'affaire est classée sur présentation par l'une des parties des justificatifs de concrétisation de la conciliation.

Le juge rapporteur établit, en tout état de cause, un rapport détaillé de ses travaux et les résultats auxquels il est parvenu qu'il remet au président du tribunal.

Article 61 : La phase de conciliation ne peut dépasser quatre vingt dix jours à compter de la date de la première audience. Le président du tribunal peut proroger cette période de trente jours au maximum à la demande motivée du juge rapporteur.

Article 62 : Dans les litiges relatifs aux droits d'enregistrement ou à l'impôt sur le revenu au titre de la plus-value immobilière, le tribunal ordonne d'office une expertise pour évaluer la valeur vénale des immeubles, des droits immobiliers et des fonds de commerce cédés.

Article 63 : Les audiences sont publiques sauf si le tribunal chargé de l'affaire décide de les tenir à huis clos sur demande motivée du contribuable ou de son mandataire désigné à cet effet conformément à la loi.

L'administration fiscale ne peut joindre au dossier de l'affaire des documents comportant des renseignements précis sur les activités des personnes non parties au procès. Toutefois, elle peut joindre au dossier des renseignements les concernant, sous forme de moyennes de chiffres d'affaires, de revenus ou de bénéfices sans révéler leur identité.

L'interdiction prévue au deuxième paragraphe du présent article ne s'applique pas aux renseignements dont la publication est autorisée par la loi.

Article 64 : Les moyens de preuve prévus par les numéros 3 et 5 de l'article 427 du code des obligations et des contrats ne peuvent être admis par le tribunal pour prouver les allégations des parties relatives à l'affaire.

Article 65 : Le contribuable taxé d'office ne peut obtenir la décharge ou la réduction de l'impôt porté à sa charge qu'en apportant la preuve de la sincérité de ses déclarations, de ses ressources réelles ou du caractère exagéré de son imposition.

Article 66 : En cas d'introduction de modifications nécessitant une nouvelle liquidation des sommes à payer ou restituables, le tribunal peut se faire assister par l'administration fiscale pour établir cette nouvelle liquidation ou désigner, à la demande du contribuable, un expert à cet effet.

SECTION II : DE L'APPEL

Article 67 : Les jugements du tribunal de première instance rendus dans les recours prévus par l'article 54 du présent code, sont susceptibles d'appel devant la cour d'appel territorialement compétente, dans un délai de trente jours à compter de la date de la signification du jugement. L'appel est interjeté au moyen d'une requête écrite rédigée par l'appelant ou par un mandataire désigné à cet effet conformément à la loi.

L'appel interjeté contre les jugements de première instance rendus dans les recours relatifs à la taxation d'office n'est pas suspensif de l'exécution de ces jugements. Toutefois, les

sommes recouvrées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté de taxation d'office ne peuvent être restituées qu'en vertu de jugements passés en la force de la chose jugée.

Le ministère d'avocat est obligatoire lorsque le montant de la taxation d'office ou celui relatif à la demande en restitution est supérieur à vingt cinq mille dinars. Il appartient à l'administration d'interjeter appel et de suivre le déroulement de l'instance en appel par ses agents à ce habilités, sans besoin de pouvoir spécial à cet effet¹.

Article 68 : Les dispositions des articles 56, 57, 58 et 63 à 66 du présent code sont applicables à l'appel.

SECTION III : DE LA CASSATION

Article 69 : Le recours en cassation contre les arrêts des cours d'appel, rendus dans les recours prévus par l'article 54 du présent code, s'effectue conformément aux procédures prévues par la loi organique relative au Tribunal Administratif et par les lois qui l'ont modifiée ou complétée.

CHAPITRE II : CONTENTIEUX FISCAL PENAL

SECTION I : CONSTATATION DES INFRACTIONS FISCALES PENALES

Article 70 : Les infractions à la législation fiscale autres que celles prévues aux articles 81 à 85 et à l'article 88 du présent code, sont constatées par des procès-verbaux établis par les agents de l'administration fiscale et autres agents habilités à verbaliser en matière des infractions fiscales pénales. Ces agents sont également habilités à constater les infractions visées par les articles 180 et 181 du code pénal et relatives à la contrefaçon des timbres, sceaux ou marques fiscaux ou à leur réutilisation.

Article 71 : Les procès-verbaux relatifs aux infractions fiscales pénales sont établis par deux agents assermentés ayant constaté personnellement et directement les faits qui constituent l'infraction ; ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 72 : Le procès-verbal constatant l'infraction doit mentionner les indications suivantes :

1. la date, l'heure et le lieu du procès-verbal
2. la nature de l'infraction commise ;
3. les nom, prénoms et profession du contrevenant lorsque celui-ci est une personne physique ou la raison sociale et l'adresse lorsque le contrevenant est une personne morale;
4. les procédures afférentes aux saisies opérées avec description des documents, marchandises et objets saisis;
5. la signature du contrevenant ou de son représentant ayant assisté à l'établissement du procès-verbal ou la mention, selon le cas, de son absence ou de son refus de signer;
6. le cachet du service dont relèvent les agents verbalisateurs et les nom, prénoms et signature de ces agents.

Article 73 : Les procès-verbaux constatant les infractions fiscales pénales sont inscrits, dans un ordre numérique ininterrompu, sur des registres spéciaux ouverts à cet effet par l'administration fiscale. Cette inscription doit mentionner pour chaque procès-verbal, en sus des indications prévues par l'article 72 du présent code, les procédures contentieuses ou transactionnelles observées et leur issue.

¹ Paragraphe 3 ajouté par la loi n° 2006-11 du 6 mars 2006 (JORT n° 20).

SECTION II : POURSUITE ET TRANSACTION DES INFRACTIONS FISCALES PENALES

Article 74 : Le Ministre des Finances ou la personne déléguée par le Ministre des Finances à cet effet parmi les personnes ayant la qualité de chef d'administration centrale ou régionale des impôts, met en mouvement l'action publique et transmet les procès-verbaux dûment établis au procureur de la république auprès du tribunal compétent.

Pour les infractions fiscales pénales passibles d'une peine corporelle, l'action publique est mise en mouvement après avis d'une commission dont la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement sont fixées par décret¹.

Article 75 : Les agents de l'administration fiscale peuvent suivre devant les tribunaux, sans pouvoir spécial, les affaires pénales dépendant des services fiscaux dont ils relèvent ; ils peuvent aussi, accomplir tout acte relevant habituellement des attributions des huissiers notaires ou recourir à cet effet, aux services des officiers des services financiers².

Article 76 : Sous réserve des dispositions de l'article 25 du présent code, la poursuite de l'infraction fiscale pénale se prescrit après trois ans à compter de la date de l'infraction.

La prescription est interrompue, pour les infractions fiscales pénales, par la notification du procès-verbal constatant l'infraction.

Article 77 : Les tribunaux de première instance sont compétents pour statuer, en premier ressort sur toutes les affaires relatives aux infractions fiscales pénales prévues par le présent code.

Article 78 : L'administration fiscale peut transiger pour les infractions fiscales pénales dont la constatation ou la poursuite lui incombe, avant qu'un jugement définitif y afférent ne soit prononcé, et ce, à l'exclusion des infractions visées à l'article 102 du présent code et aux articles 180 et 181 du code pénal.

Article 79 : La transaction prévue par l'article 78 du présent code, s'effectue sur la base d'un tarif fixé par arrêté du Ministre des Finances³ et après la régularisation, par le contrevenant, de sa situation fiscale.

Article 80 : La poursuite des infractions fiscales pénales se prescrit et l'action publique y afférente s'éteint par la transaction.

TITRE III : SANCTIONS FISCALES**CHAPITRE PREMIER : SANCTIONS FISCALES ADMINISTRATIVES**

Article 81 : Tout retard dans le paiement de tout ou partie de l'impôt entraîne l'application d'une pénalité de retard liquidée au taux de 0,5% ⁽⁴⁾ du montant de l'impôt par mois ou fraction de mois de retard, lorsque l'impôt exigible est acquitté spontanément et sans l'intervention préalable des services du contrôle fiscal.

Article 82 : Le taux de la pénalité de retard prévu par l'article 81 du présent code est porté à 1,25% lorsque le retard dans le paiement de l'impôt est constaté suite à l'intervention des services du contrôle fiscal.

Cette pénalité est réduite de 50% lorsque l'impôt exigible est acquitté dans un délai

¹ Décret n° 2001-1721 du 24 juillet 2001 (voir ci-dessous, textes d'application du CDPF)

² Modifié par l'article 73 de la loi 2002-101 du 17/12/2002.

³ Arrêté du ministre des finances du 8 janvier 2002 (voir infra, textes d'application du CDPF)

⁴ L'ancien taux de 0,75% a été réduit à 0,5% en vertu de l'article 46 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006.

maximum de trente jours à compter de la date de la reconnaissance de dette prévue par l'article 45 du présent code et à condition que la reconnaissance de dette intervienne avant l'achèvement de la phase de la conciliation judiciaire prévue par l'article 60 du présent code¹.

Article 83 : Est punie d'une pénalité égale au montant des retenues non effectuées ou insuffisamment effectuées, toute personne qui n'a pas retenu l'impôt à la source conformément à la législation fiscale en vigueur ou qui l'a retenu d'une manière insuffisante.

Cette pénalité est doublée en cas de récidive dans une période de deux ans.

Article 84 : Le défaut d'acquittement du droit de timbre payable selon un mode de paiement autre que le paiement sur déclaration ou son acquittement d'une manière insuffisante, donne lieu à l'application d'une pénalité égale à 50% du droit non acquitté en sus du paiement du droit en principal exigible.

Le droit de timbre payable sur déclaration est soumis aux pénalités de retard prévues par les articles 81 et 82 du présent code².

Article 85 : Le défaut de déclaration dans les délais impartis, des revenus et bénéfices exonérés de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés ou soumis à une retenue à la source libératoire de l'impôt, donne lieu à l'application d'une pénalité au taux de 1% des revenus et bénéfices concernés.

Cette pénalité s'applique, pour les entreprises bénéficiaires du régime fiscal de l'exportation totale, à compter du premier jour du quatrième mois suivant celui au cours duquel prend fin le délai imparti pour la déclaration des revenus et bénéfices³.

Article 86 : Le minimum de la pénalité de retard prévue par les articles 81, 82 et 85 du présent code est fixé à cinq dinars. Ce minimum est dû même en l'absence de montant d'impôt exigible.

Article 87 : Le retard dans le paiement de l'impôt est calculé à partir du premier jour suivant l'expiration du délai légal imparti pour le paiement et jusqu'à la fin du mois au cours duquel est intervenu le paiement de l'impôt, la reconnaissance de dette ou la notification des résultats de la vérification fiscale.

Toutefois, le retard dans le paiement des droits d'enregistrement dus sur les jugements et arrêts est calculé, à compter du premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel les parties au procès ont reçu la notification par le receveur des finances du montant des droits exigibles sur le jugement ou l'arrêt.

Article 88 : Toute créance fiscale constatée dans les écritures du receveur des finances, donne lieu à l'application d'une pénalité de retard liquidée au taux de 0,75% (⁴) par mois ou fraction de mois de retard du montant de la créance en principal .

Le retard est calculé à partir du premier jour qui suit l'expiration d'un délai de quatre vingt dix jours à compter de la date de la signature par le contribuable de la reconnaissance

¹ Article abrogé et remplacé en vertu de l'article 48 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006.

² Article abrogé et remplacé en vertu de l'article 49 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, dont les dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2007 et ce, notwithstanding la date à laquelle le droit est devenu exigible (article 50 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007).

³ Article 85 abrogé et remplacé conformément à l'article 55 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007.

Selon l'article 56 de ladite loi 2006-85, "Nonobstant les dispositions de l'article 55 de la présente loi, les contribuables peuvent déclarer les revenus et bénéfices exonérés ou soumis à une retenue à la source libératoire au titre de déclarations dont le délai de dépôt est échu avant l'année 2007 et régulariser leur situation de façon spontanée au titre des déclarations non déposées et bénéficier de l'exonération du paiement des pénalités de retard et ce, sous réserve de la régularisation de la situation dans un délai ne dépassant pas le 30 juin 2007".

⁴ L'ancien taux de 1% a été réduit à 0,75% en vertu de l'article 51 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006.

de dette ou de la notification de l'arrêté de taxation d'office ou d'un jugement ou d'un arrêt de justice et jusqu'à la fin du mois au cours duquel est intervenu le paiement de l'impôt.

CHAPITRE II : SANCTIONS FISCALES PENALES

SECTION I : SANCTIONS FISCALES PENALES EN MATIERE DE DECLARATION ET DE PAIEMENT DE L'IMPOT

Article 89 : Est punie d'une amende de 100 dinars à 10000 dinars, en sus des pénalités prévues par les articles 81 à 86 du présent code, toute personne qui ne dépose pas une déclaration ou ne produit pas un acte ou un document dans les délais prescrits par la législation fiscale.

Cette amende n'est pas applicable lorsque le contribuable régularise sa situation avant l'intervention des services de l'administration fiscale.

Article 90 : Sous réserve des dispositions de l'article 92 du présent code, est punie, en cas de récidive dans une période de cinq ans, d'une amende de 1000 dinars à 50000 dinars, toute personne qui ne produit pas à l'administration fiscale, dans un délai de soixante jours à compter de sa mise en demeure, les déclarations, actes et documents dont la production est prescrite par la législation fiscale, et ce, en sus des pénalités prévues par les articles 81 à 86 du présent code,.

Article 91 : Tout renseignement non fourni dans les déclarations, actes et documents visés à l'article 89 du présent code ou fourni d'une manière incomplète ou inexacte donne lieu à l'application d'une amende de 10 dinars par renseignement.

Article 92 : Est punie d'un emprisonnement de seize jours à trois ans et d'une amende de 1000 dinars à 50000 dinars, toute personne qui, ayant facturé la taxe sur la valeur ajoutée, le droit de consommation ou autres impôts indirects dus sur le chiffre d'affaires ou ayant retenu l'impôt à la source, n'a pas procédé au paiement des sommes dues au trésor dans un délai de six mois à compter du premier jour qui suit l'expiration du délai imparti pour leur paiement, et ce, en sus du paiement de l'impôt en principal et des pénalités prévues par les articles 81 à 86 du présent code.

Article 93 : Est punie d'une amende égale à 200% du montant de l'impôt exigible toute personne qui s'est abstenue de payer les impôts dus sur les moyens de transport routier.

En outre, le non collement sur le pare-brise des véhicules automobiles de la partie adhésive de la marque relative au paiement de la taxe de circulation ou la non présentation de la partie cartonnée de la marque y afférente, donne lieu à l'application d'une amende de 20 dinars.

Les papiers du véhicule au titre duquel l'infraction a été commise, peuvent être saisis en garantie du paiement des droits et pénalités exigibles ; la mainlevée de la saisie est donnée après paiement des sommes exigibles, consignation de ces sommes auprès d'un comptable public ou sur production d'une caution bancaire à ce titre.

SECTION II : SANCTIONS FISCALES PENALES EN MATIERE DE FACTURES ET DE TITRES DE MOUVEMENT

Article 94 : Est punie d'un emprisonnement de seize jours à trois ans et d'une amende de 1000 dinars à 50000 dinars :

- toute personne tenue, en vertu de la législation fiscale, d'établir des factures au titre des ventes ou des prestations de services, qui s'abstient d'établir des factures ou qui établit des factures comportant des montants insuffisants. Dans ce cas, la même sanction est applicable à l'acheteur lorsqu'il est légalement tenu d'établir des factures au titre de ses ventes ou de ses

prestations de services ;

- toute personne qui établit ou utilise des factures portant sur des ventes ou des prestations de services fictives, dans le but de se soustraire totalement ou partiellement au paiement de l'impôt ou de bénéficier d'avantages fiscaux ou de restitution d'impôt.

Article 95 : Est punie d'une amende de 250 dinars à 10000 dinars toute personne qui établit des factures sans l'observation des dispositions du paragraphe II de l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée. Cette amende s'applique par infraction constatée, et ce, indépendamment du nombre de factures objet de l'infraction.

L'amende prévue par le paragraphe premier du présent article s'applique à toute personne qui ne déclare pas au bureau de contrôle des impôts compétent, l'identité et adresses de ses fournisseurs en factures.

Est punie d'une amende de 250 dinars, toute personne qui transporte des marchandises non accompagnées de factures ou de documents en tenant lieu, au sens de l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée, ou non accompagnées de titres de mouvement prescrits par la législation fiscale.

Les amendes prévues au présent article sont doublées en cas de récidive dans une période de deux ans.

Article 96 - Est punie d'une amende de 1000 dinars à 50000 dinars, toute personne qui procède à l'impression de factures non numérotées ou numérotées dans une série irrégulière ou interrompue.

Est punie d'une amende de 50 dinars à 1000 dinars par facture, toute personne qui utilise des factures non numérotées ou numérotées dans une série irrégulière ou interrompue.

Les amendes visées au présent article sont doublées en cas de récidive dans une période de deux ans.

SECTION III : SANCTIONS FISCALES PENALES EN MATIERE DE COMPTABILITE ET DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS A L'ADMINISTRATION FISCALE

Article 97 : Est punie d'une amende de 100 dinars à 10000 dinars, toute personne qui ne tient pas de comptabilité, registres ou répertoires prescrits par la législation fiscale ou qui refuse de les communiquer aux agents de l'administration fiscale ou qui les détruit avant l'expiration de la durée légale impartie pour leur conservation.

En cas de récidive dans une période de cinq ans, le contrevenant soumis à l'impôt selon le régime réel est puni d'un emprisonnement de seize jours à trois ans et d'une amende de 1000 dinars à 50000 dinars.

Article 98 : Est punie d'un emprisonnement de seize jours à trois ans et d'une amende de 1000 dinars à 50000 dinars, toute personne qui tient une double comptabilité ou utilise des documents comptables, registres ou répertoires falsifiés, dans le but de se soustraire totalement ou partiellement au paiement de l'impôt ou de bénéficier d'avantages fiscaux ou de restitution d'impôt.

Article 99 : Sont punis d'un emprisonnement de seize jours à trois ans et d'une amende de 1000 dinars à 50000 dinars, en sus du retrait de l'autorisation d'exercer, les agents d'affaires, conseils fiscaux, experts et toutes autres personnes qui font profession indépendante de tenir ou d'aider à la tenue de comptabilité et qui ont sciemment établi ou aidé à établir de faux comptes ou de faux documents comptables dans le but de minorer l'assiette de l'impôt ou l'impôt lui-même. Ces personnes sont, en outre, tenues solidairement avec leurs clients du paiement du principal de l'impôt et des pénalités y afférentes éludés par leurs agissements.

La même peine est applicable aux personnes chargées de réaliser ou de mettre en place les systèmes ou applications informatiques relatifs à la tenue de comptabilité ou à l'établissement des déclarations fiscales au cas où elles accomplissent les faits prévus au

paragraphe premier du présent article.

Article 100 : Quiconque manque aux dispositions des articles 16 et 17 du présent code, est puni d'une amende de 100 dinars à 1000 dinars majorée d'une amende de 10 dinars par renseignement non communiqué ou communiqué d'une manière inexacte ou incomplète.

L'infraction peut être constatée par intervalle de quatre vingt dix jours à compter de la précédente constatation et donne lieu à l'application de la même amende.

SECTION IV : SANCTIONS FISCALES PENALES EN MATIERE DE FRAUDE FISCALE.

Article 101 : Est punie d'un emprisonnement de seize jours à trois ans et d'une amende de 1000 dinars à 50000 dinars toute personne qui a :

- simulé des situations juridiques, produit des documents falsifiés ou dissimulé la véritable nature juridique d'un acte ou d'une convention dans le but de bénéficier d'avantages fiscaux, de la minoration de l'impôt exigible ou de sa restitution;
- accompli des opérations emportant transmission de biens à autrui dans le but de ne pas acquitter les dettes fiscales ;
- majoré un crédit de taxe sur la valeur ajoutée ou de droit de consommation ou minoré le chiffre d'affaires dans le but de se soustraire au paiement de ladite taxe ou dudit droit ou de bénéficier de la restitution de la taxe ou du droit. La sanction s'applique dans les cas où la minoration ou la majoration excède 30% du chiffre d'affaires ou du crédit d'impôt déclaré.

SECTION V : SANCTIONS FISCALES PENALES DIVERSES.

Article 102 : Les sanctions prévues par l'article 254 du code pénal s'appliquent à tout contrevenant à l'obligation du respect du secret professionnel prévu par l'article 15 du présent code.

Article 103 : Est puni d'une amende de 100 dinars à 1000 dinars tout contrevenant aux obligations prévues par les articles 85, 98 et 99, par le paragraphe premier de l'article 100, et par les articles 101 et 135 du code des droits d'enregistrement et de timbre. Le contrevenant est, dans ces cas, personnellement responsable du paiement des droits et pénalités exigibles.

Est puni d'une amende de 100 dinars à 1000 dinars, tout contrevenant aux dispositions des articles 96 et 97 du code des droits d'enregistrement et de timbre.

Article 104 : Est punie d'une amende de 1000 dinars à 50000 dinars toute personne qui a commis l'un des faits ci-après relatifs à la fiscalité des produits figurant aux numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane :

- la fabrication de ces produits et leur conditionnement dans le même local en contravention à la législation fiscale;
- l'exploitation des locaux pour l'entreposage de ces produits sans l'obtention de l'autorisation préalable ou sans la production de la caution bancaire ou en cas de production d'une caution bancaire insuffisante, et ce, en contravention à la législation fiscale;
- l'utilisation de machines pour la fabrication de ces produits par distillation, non fermés ou non scellés par les services de l'administration fiscale ou leur utilisation en cas d'impossibilité de leur scellement ou de leur fermeture pour des raisons techniques, sans la présence des agents de l'administration fiscale à ce habilités;
- l'extraction de ces produits et leur dénaturation sans la présence des agents de l'administration fiscale à ce habilités, et ce, en contravention à la législation fiscale.

L'amende est doublée en cas de récidive dans une période de deux ans.

Article 105 : Est punie d'une amende de 100 dinars à 5000 dinars toute personne qui refuse de délivrer une attestation au titre des sommes retenues à la source.

Est punie d'une amende de 50 dinars toute personne qui a :

- procédé à la vente des timbres et marques fiscaux sans y être autorisée. Dans ce cas, les timbres et marques objet de la contravention sont saisis ;
- manqué à l'obligation de présenter au receveur des finances les registres, prescrits aux notaires et aux huissiers notaires, dans le délai prévu par l'article 88 du code des droits d'enregistrement et de timbre;
- manqué à l'obligation de port par le véhicule utilisant le gaz du pétrole liquide, de la marque prescrite par la législation fiscale.

Article 106 : Les tribunaux peuvent ordonner la publication intégrale ou par extraits des jugements et arrêts prononcés en matière fiscale à l'encontre des personnes ayant fait l'objet durant les cinq années antérieures à leur prononcé, de jugements ou d'arrêts similaires, et ce, dans le Journal Officiel de la République Tunisienne et dans un quotidien désigné par le président du tribunal, ainsi que l'affichage intégral ou par extraits de ces jugements ou arrêts pour une période de trente jours sur la partie extérieure de l'entrée du local professionnel principal du contrevenant ainsi que des locaux qui en dépendent. La publication s'effectue en vertu d'un jugement ou arrêt passé en la force de la chose jugée et aux frais du contribuable.

Constituent des jugements et arrêts similaires :

- les jugements et arrêts prononcés en matière d'assiette de l'impôt par suite d'un arrêté de taxation d'office comportant des motifs de redressement ayant été confirmés par un jugement ou un arrêt antérieur;
- les jugements et arrêts prononcés en matière d'infractions fiscales pénales à l'encontre d'une personne précédemment condamnée par un jugement ou par un arrêt pour une infraction fiscale pénale.

SECTION VI : APPLICATION DES SANCTIONS ET CHARGE DE LA PREUVE.

Article 107 : Les peines d'emprisonnement, prévues par les articles 92, 94, 97, 98, 99 et 101 du présent code, s'appliquent pour les personnes morales, personnellement à leurs présidents, mandataires, directeurs ou toute autre personne ayant qualité de représenter l'être moral et dont la responsabilité dans les faits commis est établie.

Article 108 : La charge de la preuve incombe à l'administration pour les infractions prévues par les articles 94, 98, 99 et 101 du présent code.

CHAPITRE III : MESURES POUR AMELIORER LE RECOUVREMENT DE L'IMPOT

Article 109 : L'abonnement au réseau téléphonique ainsi que la délivrance des permis de construire et des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles de toutes catégories sont subordonnés à la production d'une copie de la quittance de dépôt de la dernière déclaration échue au titre de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés.

Article 110 : La participation aux marchés de l'Etat, des collectivités locales ainsi que des établissements et entreprises publics et organismes soumis au contrôle de l'Etat est subordonnée à la production d'une attestation délivrée par les services de l'administration fiscale indiquant que l'intéressé a déposé toutes ses déclarations fiscales échues et non prescrites. L'attestation délivrée à ce titre est valable pour une durée de quatre vingt dix jours à compter de sa date.

Article 111 : Les avantages fiscaux ne peuvent être octroyés qu'aux personnes qui ont déposé toutes leurs déclarations fiscales échues et non prescrites ou à celles qui sont redevables de dettes fiscales au profit de l'Etat ayant fait l'objet d'échéancier de recouvrement par le receveur des finances.

Le retrait de l'avantage aux personnes qui n'ont pas respecté l'échéancier susvisé s'effectue par décision du Ministre des Finances ou de la personne déléguée par le Ministre des Finances à cet effet.

Article 112 : Ajouté par l'article 59 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008

Les personnes physiques non résidentes, les personnes morales non résidentes et non établies, les personnes exerçant dans le cadre d'un établissement stable situé en Tunisie ainsi que les étrangers résidents qui transfèrent leur lieu de résidence hors de la Tunisie doivent présenter une attestation prouvant la régularisation de leur situation fiscale au titre de tous les droits et taxes exigibles délivrée par les services des impôts compétents, et ce, sur la base d'une demande selon un modèle établi par l'administration comportant notamment la catégorie des revenus objet de l'attestation, et ce, lors :

- de la demande de certificat de changement de résidence,
- du rapatriement d'effets personnels ou d'équipements,
- du transfert des revenus ou bénéfices soumis à l'impôt conformément à la législation en vigueur.

Les personnes visées au premier paragraphe susvisé réalisant des bénéfices ou revenus exonérés d'impôt doivent mentionner la catégorie des revenus ou bénéfices objet du transfert, les textes légaux relatifs à leur exonération sur la demande du transfert, et ce, à l'occasion du transfert desdits bénéfices ou revenus, à défaut, elles doivent présenter auprès des services de la banque centrale ou auprès des intermédiaires agréés une attestation délivrée par les services des impôts compétents prouvant ladite exonération.

Les personnes établies en Tunisie débitrices des revenus soumis à une retenue à la source libératoire de l'impôt doivent présenter l'attestation de situation fiscale visée au premier paragraphe du présent article en cas de transfert desdits revenus au profit des personnes non résidentes et non établies.

Les dispositions du deuxième paragraphe du présent article s'appliquent aux personnes établies en Tunisie débiteurs des revenus ou bénéfices exonérés d'impôt en cas de leur transfert au profit de personne non résidente et non établie.

Les modalités d'application dudit article sont fixées par décret.

3. TEXTES D'APPLICATION DU CDPF

3.1. DECRET N° 2001-1721 DU 24 JUILLET 2001, FIXANT LA COMPOSITION, LES ATTRIBUTIONS ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PREVUE PAR L'ARTICLE 74 DU CODE DES DROITS ET PROCEDURES FISCAUX

*Le Président de la République,
Sur proposition du ministre des finances,
Vu le code des droits et procédures fiscaux, promulgué par la loi n° 2000-82 du 9 août 2000 et notamment son article 74,
Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,
Vu le décret n° 91-556 du 23 avril 1991, portant organisation du ministère des finances, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2000-326 du 7 février 2000,
Vu l'avis des ministres de la justice et des domaines de l'Etat et des affaires foncières,
Vu l'avis du tribunal administratif.*

Décrète :

Article premier. - La commission prévue par l'article 74 du code des droits et procédures fiscaux donne son avis sur les dossiers relatifs aux infractions fiscales pénales passibles d'une peine corporelle qui lui sont transmis par le ministre des finances ou par la personne déléguée par le ministre des finances pour mettre en mouvement l'action publique relative à ces infractions, et ce, notamment en ce qui concerne

- l'existence de tous les éléments constitutifs de l'infraction,
- la régularité des procédures de constatation de l'infraction,
- l'adéquation de la sanction proposée avec la gravité de l'infraction commise.

Art. 2. (nouveau¹) - La commission visée à l'article premier précité est composée comme suit :

- le ministre des finances ou son représentant : président,
- un juge, conseiller auprès du tribunal administratif,
- 2 juges auprès du tribunal de première instance,
- 2 juges auprès de la cour d'appel,
- un conseiller auprès de la cour des comptes,
- le chef du contentieux de l'Etat,
- un représentant des services du conseiller juridique et de législation du gouvernement,
- le directeur général du contrôle fiscal,
- le directeur général des études et de la législation fiscales,
- le chef du contrôle général des finances.

Art. 3. - Le secrétariat de la commission est assuré par la direction générale du contrôle fiscal.

Art. 4. - La commission se réunit sur convocation de son président, chaque fois qu'il est nécessaire. Celui-ci fixe la date de ses réunions et son ordre du jour.

Les convocations aux réunions de la commission sont accompagnées de l'ordre du jour et des copies des dossiers qui y sont inscrits.

Art. 5. (nouveau²) - Les avis de la commission sont émis à la majorité des voix des membres présents, et en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

¹ Modifié par le décret n° 2005-2495 du 12 septembre 2005 (JORT n° 75).

² Modifié par le décret n° 2005-2495 du 12 septembre 2005 (JORT n° 75).

La commission ne peut délibérer légalement qu'en présence de sept membres au moins dont le président.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission est convoquée pour une deuxième réunion dans un délai n'excédant pas 10 jours de la date fixée pour la première réunion. Dans ce cas, la commission peut légalement délibérer, nonobstant le nombre des membres présents.

Art. 6. - Les travaux de la commission sont consignés dans des procès-verbaux établis par le rapporteur de la commission qui est désigné par le directeur général du contrôle fiscal. Ces procès-verbaux sont signés par tous les membres présents.

Les procès-verbaux de la commission sont transmis au ministre des finances ou à la personne déléguée par le ministre des finances pour mettre en mouvement l'action publique.

Art. 7. - Les dispositions du présent décret sont mises en application à partir du premier janvier 2002.

Art. 8. - Les ministres de la justice, des finances et des domaines de l'Etat et des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 24 juillet 2001.

Zine El Abidine Ben Ali

3.2. DECRET N° 2001-1250 DU 28 MAI 2001, FIXANT LA COMPOSITION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA FISCALITE.

Le Président de la République,
Sur proposition du ministre des finances,
Vu le code des droits et procédures fiscaux promulgué par la loi n° 2000-82 du 9 août 2000 et notamment son article 4,
Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,
Vu le décret n° 91-556 du 23 avril 1991, portant organisation du ministère des finances, tel qu'il a été modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2000-326 du 7 février 2000,
Vu l'avis du tribunal administratif.
Décète :

Article premier. - Le conseil national de la fiscalité est composé des membres suivants :

- le ministre des finances : président,
- le secrétaire d'Etat auprès du ministre des finances chargé de la fiscalité : vice-président.

1 - Représentants des ministères et organismes publics :

- un représentant du Premier ministre,
- un représentant du ministère de la justice,
- un représentant du ministère du développement économique,
- 3 représentants du ministère des finances,
- un représentant du ministère de l'industrie,
- un représentant du ministère du commerce,
- un représentant du ministère du transport,
- un représentant du ministère de l'agriculture,
- un représentant du ministère du tourisme, des loisirs et de l'artisanat,
- un représentant du comité du marché financier,
- un représentant du centre des études juridiques et judiciaires.

2 - Représentants des organisations et ordres professionnels :

- un représentant de l'union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat,
- un représentant de l'union tunisienne de l'agriculture et de la pêche,
- un représentant de l'union générale des travailleurs tunisiens,
- un représentant de l'union nationale des femmes tunisiennes,
- un représentant de l'association professionnelle des banques,
- un représentant de la fédération tunisienne de l'hôtellerie,
- un représentant de l'ordre des experts comptables de Tunisie,
- un représentant de l'ordre des avocats,
- un représentant de l'organisation professionnelle des comptables,
- un représentant de l'organisation professionnelle des conseils fiscaux.

3- Personnalités connues pour leurs compétences dans des domaines ayant trait à la fiscalité :

- 3 personnalités connues pour leurs compétences en sciences juridiques, économiques ou sociales et désignées par le ministre des finances.

Le président du conseil national de la fiscalité peut convoquer toute personne dont il juge la présence utile pour enrichir les travaux du conseil, et ce, en fonction de la nature des thèmes inscrits à son ordre du jour.

Art. 2. - Les membres du conseil national de la fiscalité sont désignés par arrêté du ministre des finances, sur proposition des parties concernées, et ce, pour une période de trois ans.

Art. 3 - Des commissions peuvent être créées auprès du conseil national de la fiscalité dans le but d'étudier des questions sectorielles ou particulières liées aux attributions du conseil.

Ces commissions sont constituées par des membres choisis pour leur compétence dans le domaine objet de l'étude soit parmi les membres du conseil national de la fiscalité ou en dehors de celui-ci.

Art. 4 - Le conseil national de la fiscalité se réunit sur convocation de son président, au moins une fois par an et autant de fois qu'il est nécessaire.

Le conseil se réunit également à l'occasion de l'élaboration du plan de développement économique et social pour donner son avis sur les orientations de la politique fiscale proposée dans le plan.

Art. 5.- Les convocations à la réunion du conseil national de la fiscalité doivent être adressées dix jours, au moins, avant la date de sa tenue, accompagnées de l'ordre du jour.

Les travaux du conseil national de la fiscalité sont consignés dans des procès-verbaux notifiés à tous les membres participants à ses travaux.

Art. 6. - La direction générale chargée de la législation fiscale assure le secrétariat du conseil national de la fiscalité et établit un rapport annuel sur ses travaux.

Les dépenses de fonctionnement du conseil national de la fiscalité sont imputées sur le budget de l'Etat au chapitre consacré au ministère des finances.

Art. 7. - Les dispositions du présent décret sont mises en application à partir du 1er janvier 2002.

Art. 8. - Le Premier ministre et les ministres concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 mai 2001.

Zine El Abidine Ben Ali

3.3. ARRETE DU MINISTRE DE FINANCE DU 8 JANVIER 2002, FIXANT LES MODALITES DE STATUER SUR LES DEMANDES DE RESTITUTION DES SOMMES PERQUES EN TROP.

Le ministre des finances,

Vu le code des droits et procédures fiscaux promulgué par la loi n°2000-82 du 9 août 2000 et notamment son articles 30,

Vu le décret n°91-556 du 23 avril 1991, portant organisation du ministère des finances, tel qu'il à été modifié ou complété par les textes subséquents et notamment le décret n°2000-326 du 7 février 2000,

Vu le décret n°91-1016 du 1^{er} juillet 1991, portant organisation et attributions des services extérieurs de la direction générale du contrôle fiscal au ministère des finances, tel qu'il à été modifié ou complété par les textes subséquents et notamment le décret n°2001-585 du 26 février 2001,

Vu le décret n°99-630 du 22 mars 1999, portant réorganisation des postes comptables publics relevant du ministère des finances.

Arrête:

Article premier. – L'action en restitution de l'impôt indûment perçu ou devenu restituable conformément à la législation fiscale, ainsi que des pénalités y afférentes s'exerce par la présentation d'une demande écrite au chef du centre régional de contrôle des impôts, dont relève le lieu d'imposition, au sens de l'article 3 du code des droits et procédures fiscaux..

Art.2. – La demande de restitution doit comporter notamment ce qui suit:

- les noms et prénoms ou raison sociale du contribuable,
- l'adresse du contribuable,
- la profession du contribuable ou la nature de son activité,
- le matricule fiscal du contribuable ou, à défaut, le numéro de sa carte d'identité nationale ou tout autre document en tenant lieu, avec indication de la date de sa délivrance et de l'autorité qui l'a délivrée,
- les montants concernés par la restitution,
- les motifs de la demande de restitution et les justifications y afférentes,
- la signature manuscrite du contribuable ou de son représentant dûment habilité,
- le numéro du compte courant postal ou bancaire du demandeur.

Art.3. – Les demandes de restitution sont inscrites sur un registre côté et paraphé par le chef du centre régional de contrôle des impôts, ouvert à cet effet, dans chaque centre régional de contrôle des impôts. Cette inscription comporte :

- la date de la présentation de la demande de restitution,
- l'identification du contribuable,
- les impôts concernés par la restitution et leurs montants en principal et pénalités,
- les raisons sur lesquelles se fondent la demande de restitution et leurs justifications le cas échéant,
- le service de l'administration fiscale chargé de l'instruction de la demande de restitution.
- les procédures suivies au titre de la demande de restitution.

Art.4. – L'agent chargé de l'instruction de la demande de restitution procède à l'étude de la demande du point du vue de la satisfaction de toutes les conditions légales de forme et de fond requises pour la restitution y compris la vérification de la régularité de la situation fiscale du contribuable et de sa sincérité et à la détection des omissions et erreurs qu'elle pouvait comporter.

Le vérificateur procède à l'établissement d'un rapport sur ces travaux qui sera présenté à la commission régionale de restitution prévue par l'article 5 du présent arrêté.

Art.5.- Il est statué sur la demande de restitution par une commission régionale composée par :

- le chef du centre régional de contrôle des impôts: président,
- le chef du bureau de contrôle des impôts dont relève le lieu d'imposition: membre,
- le trésorier régional des finances ou son représentant : membre.

Art.6. - Un agent du centre régional de contrôle des impôts assure les fonctions de rapporteur de la commission, conserve les documents de celle-ci et tient le registre prévu par l'article 3 du présent arrêté.

Art. 7.- La commission régionale de restitution se réunit sur convocation de son président, au moins une fois tous les 15 jours et autant de fois qu'il est nécessaire. Elle prend ses décisions à l'unanimité. Les questions objet de divergence sont transmises à la direction générale du contrôle fiscal pour statuer sur ces questions.

Art.8. Le chef du centre régional de contrôle des impôts compétent prend les mesures nécessaires pour mettre en exécution les décisions prises concernant la demande de la restitution et notifie au contribuable la réponse de l'administration dans le délai imparti, et ce, conformément aux procédures de notification en vigueur.

Art.9. - En ce qui concerne la restitution du crédit de la taxe sur la valeur ajoutée prévu par l'article 32 du code des droits et procédures fiscaux, le chef du centre régional de contrôle des impôts appose son visa sur la demande de restitution dans le délai prévu à cet effet par le même article dudit code, et ce, après s'être assuré de la satisfaction des conditions légales requises pour la restitution du crédit d'impôt.

Il sera procédé, à posteriori, à la poursuite de l'instruction du dossier puis à sa transmission à la commission régionale prévue par l'article 5 du présent arrêté pour statuer sur ce dossier dans un délai maximum de six mois de la date de la présentation de la demande, et ce, conformément, aux procédures prévues par le présent arrêté.

Art. 10. – Le présent arrêté sera publié au journal officiel de la république Tunisienne.

3.4. ARRETE DU MINISTRE DES FINANCES DU 8 JANVIER 2002, PORTANT FIXATION DU TARIF DE TRANSACTION EN MATIERE D'INFRACTION FISCALES PENALES.

Le ministre des finances,

Vu le code des droits et procédures fiscaux promulgué par la loi n° 2002-82 du 9 août 2000 et notamment ses articles 78, 79 et de 89 à 105

Arrête :

Article premier. – En application des dispositions de l'article 79 du code des droits et procédures fiscaux, le tarif de transaction en matière d'infractions fiscales pénales est fixé au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. – Le tarif de transaction, fixé au tableau annexé au présent arrêté et relatif aux infractions fiscales pénales prévus par les articles 89 et 90 du code des droits et procédures fiscaux, s'applique à toute déclaration, acte ou document non déposé ou non produit. Toutefois, et pour les déclarations fiscales devant être déposées dans le même délai et souscrites sur le même imprimé administratif, le tarif de transaction exigible en cas de constatation du défaut de dépôt de deux ou plusieurs déclarations est fixé au double du tarif de transaction fixé pour une seule déclaration.

Art. 3. – Le tarif de transaction fixé au tableau annexé au présent arrêté et relatif aux infractions fiscales pénales prévus par l'article 90 du code des droits et procédures fiscaux s'applique aux cas de récidives relatifs au même impôt.

Art. 4. – Le tarif de transaction en matière d'infractions fiscales pénales fixé au tableau annexé au présent arrêté est majoré de :

- 15% lorsque la transaction a lieu après la mise en mouvement de l'action publique et avant le prononcé du jugement de première instance,
- 25% lorsque la transaction a lieu après le prononcé du jugement de première instance et avant le prononcé d'un jugement définitif au titre de l'infraction commise.

Art. 5. – Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2002.

Art. 6. – Le présent arrêté sera publié au journal officiel de la république tunisienne.

Tunis, le 8 janvier 2002.

ANNEXE : TARIF DE TRANSACTION EN MATIERE D'INFRACTIONS FISCALES PENALES

I. Les infractions fiscales pénales en matière de déclaration et de paiement de l'impôt

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 89	1- Le non dépôt d'une déclaration ou la non production d'un acte ou d'un document dans les délais prévus par la législation fiscale	Une amende de 100 dinars à 10000 dinars. Cette amende n'est pas applicable lorsque le contribuable régularise sa situation avant l'intervention des services de l'administration fiscale.	
	1-1 Les déclarations, actes et documents relatifs à la liquidation et au paiement de l'impôt à l'exception de ceux relatifs aux droits d'enregistrement ou au paiement des acomptes provisionnels.		
	* Pour les contribuables exerçant une activité industrielle ou commerciale ou une profession non commerciale et dont le chiffre d'affaires annuel brut est égal ou supérieur à un million de dinars.		500 dinars par déclaration, acte ou document majorés de 50 dinars par mois ou fraction de mois de retard, et ce compte non tenu des trente premiers jours de retard et sans que le montant de l'amende n'excède 1000 dinars.
	* Pour les contribuables exerçant une activité industrielle, commerciale ou une profession non commerciale et dont le chiffre d'affaires annuel brut est compris entre 30.000 dinars et un million de dinars.		100 dinars par déclaration, acte ou document majorés de 10 dinars par mois ou fraction de mois de retard, et ce, compte non tenu des trente premiers jours de retard et sans que le montant de l'amende n'excède 200 dinars.
	* Pour les autres cas		25 dinars par déclaration, acte ou document, majorés de 5 dinars par mois ou fraction de mois de retard, et ce compte non tenu des trente premiers jours de retard, sans que le montant de l'amende n'excède 50 dinars.

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
	1-2 Les acomptes provisionnels		
	* Pour les contribuables exerçant une activité industrielles, commerciales ou une profession non commerciale et dont le chiffre d'affaires annuel brut est égal ou supérieur à un million de dinars.		100 dinars par acompte.
	* Pour les contribuables exerçant une activité industrielle, commerciales ou une profession non commerciale et dont le chiffre d'affaires annuel brut est compris entre 30000 dinars et un million de dinars.		50 dinars par acompte
	* Pour les autres cas.		10 dinars par acompte
	1-3 Les déclarations, actes et écrits soumis obligatoirement à la formalité de l'enregistrement.		
	* Les déclarations, actes et écrits soumis à un droit d'enregistrement proportionnel ou progressif		100 dinars par déclaration, acte document majorés de 10 dinars par mois ou fraction de mois de retard, et ce, compte non tenu des trente premiers jours de retard et sans que le montant de l'amende n'excède 200 dinars.
	* Les déclarations, actes et écrits soumis à un droit fixe d'enregistrement.		20 dinars par déclaration, acte ou écrit.
	Les déclarations, actes et écrits exonérés des droits d'enregistrement.		10 dinars par déclaration, acte ou écrit.
	1-4 Les déclarations, actes et documents non relatifs à la liquidation et au paiement de l'impôt.		

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
	* Pour les contribuables exerçant une activité industrielle ou commerciale ou une profession non commerciale et dont le chiffre d'affaire annuel brut est égal ou supérieur à un million de dinars.		250 dinars par déclaration, acte ou document majorés de 25 dinars par mois ou fraction de mois de retard, et ce, compte non tenu des trente premiers jours de retard, sans que le montant de l'amende n'excède 500 dinars.
	* Pour les contribuables exerçant une activité industrielle, commerciale ou une profession non commerciale et dont le chiffre d'affaires annuel brut est compris entre 30000 dinars et un million de dinars.		50 dinars par déclaration, acte ou document majorés de 5 dinars par mois ou fraction de mois de retard, et ce, compte non tenu des 30 premiers jours de retard, sans que le montant de l'amende n'excède 100 dinars.
	* pour les autres cas.		10 dinars par déclaration, acte ou document majorés de 5 dinars par mois ou fraction de mois de retard, et ce, compte non tenu des 30 premiers jours de retard, sans que le montant de l'amende n'excède 25 dinars.
Article 90	2- Le défaut de dépôt d'une déclaration ou le défaut de production d'un acte ou d'un document dans les délais prévus par la législation fiscale et ce en cas de récidive dans une période de 5 ans et de non régularisation, par le contribuable, de sa situation dans un délai de 60 jours à compter de la date de sa mise en demeure.	Amende de 1.000 dinars à 50.000 dinars.	Le double du tarif de transaction relatif aux infractions prévues par l'article 89 du code des droits et procédures fiscaux.
Article 91	3- Le défaut de production d'un renseignement ou sa production d'une manière incomplète ou inexacte dans les déclarations, actes et documents visés à l'article 89 du code.	Une amende de 10 dinars par renseignement non produit ou produit d'une manière incomplète ou inexacte.	5 dinars par renseignement non produit ou produit d'une manière incomplète ou inexacte.

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 92	4- La facturation de la taxe sur la valeur ajoutée, du droit de consommation ou des autres impôts indirects dus sur le chiffre d'affaires ou la retenue de l'impôt à la source sans procéder au paiement des sommes dues au trésor dans un délai de 6 mois à compter du premier jour qui suit l'expiration du délai imparti pour leur paiement.	Une amende de 1.000 dinars à 50.000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.	<ul style="list-style-type: none"> - 5% des sommes non payées en cas de régularisation de la situation fiscale avant l'intervention des services du contrôle fiscal, sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 100 dinars ou supérieur à 10000 dinars. - 10% des sommes non payées en cas de régularisation de la situation fiscale après l'intervention des services du contrôle fiscal, sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 200 dinars ou supérieur à 50000 dinars.
Article 93	5- Le défaut de paiement des impôts dus sur les moyens de transport routier.	Une amende de 200% du montant de l'impôt avec la possibilité de saisir les papiers du moyen de transport.	<ul style="list-style-type: none"> - 50% du montant de l'impôt exigible si la période de retard ne dépasse pas 6 mois ; - 100% du montant de l'impôt exigible si la période de retard dépasse 6 mois.
Article 93	6- Le défaut de collement sur le pare-brise des véhicules automobiles de la partie adhésive de la vignette relative au paiement de la taxe de circulation ou la non présentation de la partie cartonnée ¹ de la vignette y afférente.	Une amende de 20 dinars avec la possibilité de saisir les papiers du moyen de transport.	20 dinars.

¹ La partie cartonnée des marques fiscales a été supprimée en vertu des articles 75 et 76 de la loi n° 2002-101.

II. Les infractions fiscales pénales relatives aux factures et aux titres de mouvements

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 94	7- Le manquement à l'obligation d'établir des factures au titre des ventes ou des prestations de services ou l'établissement de factures comportant des montants insuffisants lorsque l'établissement des factures est requis par la législation fiscale .	Une amende de 1.000 dinars à 50.000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.	5% du montant des achats pour les quelles des factures n'ont pas été établies, sans que le montant de l'amende ne soit inférieur à 100 dinars ou supérieur à 50.000 dinars.
Article 94	8- L'achat sans factures ou avec des factures comportant des montants insuffisants par les personnes physiques ou morales tenues légalement d'établir des factures au titre de leurs ventes ou de leurs prestations de services.	Une amende de 1.000 dinars à 50.000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.	5% du montant des ventes pour les quelles des factures n'ont pas été établies, sans que le montant de l'amende ne soit inférieur à 100 dinars ou supérieur à 50.000 dinars.
Article 94	9- L'établissement ou l'utilisation de factures portant sur des ventes ou des prestations de services fictives dans le but de soustraire totalement ou partiellement au paiement de l'impôt ou de bénéficier d'avantages fiscaux ou de restitution d'impôts.	Une amende de 1.000 dinars à 50.000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.	5% du montant des factures établies ou utilisés, sans que le montant de l'amende ne soit inférieur à 100 dinars ou supérieur à 50.000 dinars.
Article 95	10- L'établissement de factures non conformes aux dispositions du paragraphe II de L'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée	Une amende de 250 dinars à 10.000 dinars, doublée en cas de récidive dans deux ans. Cette sanction s'applique à chaque infraction constatée, et ce indépendamment du nombre de factures objet de l'infraction.	- 10 dinars au titre de chaque facture objet de l'infraction sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 250 dinars ou supérieur à 10.000 dinars - 20 dinars au titre de chaque facture objet de l'infraction en cas de récidive dans deux ans, sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 500 dinars ou supérieur à 20.000 dinars
Article 95	11- Le défaut de déclaration au bureau de contrôle des impôts compétent, de l'identité et adresses des fournisseurs en factures.	Une amende de 250 dinars à 10.000 dinars, doublée en cas de récidive dans deux ans.	250 dinars au titre de chaque infraction doublée en cas de récidive dans deux ans.
Article 95	12- Le transport de marchandises non accompagnées de factures ou de documents en tenant lieu au sens de l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée ou non accompagnées de titres de mouvement prescrits par la législation fiscale.	Une amende égale à 250 dinars, doublée en cas de récidive dans deux ans.	250 dinars au titre de chaque infraction doublée en cas de récidive dans deux ans.

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 96	13- L'impression de factures non numérotées ou numérotées dans une série irrégulière ou interrompue.	Une amende de 1000 dinars à 50000 dinars, doublée en cas de récidive dans deux ans.	- 10 dinars par facture non numérotée sans que le montant de l'amende ne soit inférieur à 250 dinars ou supérieur à 50000 dinars. Cette amende est doublée en cas de récidive dans deux ans. - 50 dinars par interruption ou irrégularité dans la numérotation des factures, sans que le montant de l'amende ne soit inférieur à 250 dinars ou supérieur à 50000 dinars. Cette amende est doublée en cas de récidive dans deux ans.
Article 96	14- L'utilisation de factures non numérotées ou numérotées dans une série irrégulière ou interrompue.	Une amende de 50 dinars à 1000 dinars par facture, doublée en cas de récidive dans deux ans.	- 50 dinars par facture non numérotée sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 250 dinars ou supérieur à 50.000 dinars Cette amende est doublée en cas de récidive dans deux ans. - 50 dinars par interruption ou irrégularité dans la numérotation des factures, sans que le montant de l'amende ne soit inférieur à 250 dinars ou supérieur à 50000 dinars. Cette amende est doublée en cas de récidive dans deux ans.

III. Les infractions fiscales pénales relatives aux obligations comptables

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 97 (§ 1 ^{er})	15- Le défaut de tenue de comptabilité, registres ou répertoires prescrits par la législation fiscale ou le refus de les communiquer aux agents de l'administration fiscale ou leur destruction avant l'expiration de la durée légale impartie pour leur conservation.	Une amende de 100 dinars à 10.000 dinars	
	15-1 Les obligations comptables prévues par l'article 62 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.		
	* Pour les personnes morales et les personnes physiques dont le chiffre d'affaires annuel brut est égal ou supérieur à un million de dinars.		5000 dinars Cette amende est doublée en cas de refus de communiquer la comptabilité, les registres et les répertoires prescrits par la législation fiscale aux agents de l'administration dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
	* Pour les personnes morales et les personnes physiques dont le chiffre d'affaires annuel brut est inférieur à un million de dinars et qui sont soumises à l'obligation de tenir une comptabilité conformément à la législation comptable des entreprises.		1000 dinars Cette amende est doublée en cas de refus de communiquer la comptabilité, les registres et les répertoires prescrits par la législation fiscale aux agents de l'administration dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
	* Pour les personnes physiques bénéficiant du régime réel simplifié au titre des bénéfices industriels ou commerciaux ou du régime forfaitaire au titre des bénéfices des professions non commerciales.		500 dinars Cette amende est doublée en cas de refus de communiquer la comptabilité, les registres et les répertoires prescrits par la législation fiscale aux agents de l'administration dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
	* Pour les autres cas.		100 dinars Cette amende est doublée en cas de refus de communiquer la comptabilité, les registres et les répertoires prescrits par la législation aux

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
			agents de l'administration fiscale dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
	15-2- Les autres registres et répertoires prescrits par la législation fiscale.		100 dinars au titre de chaque registre ou répertoire. Cette amende est doublée en cas de refus de communiquer, les registres et les répertoires prescrits par la législation fiscale aux agents de l'administration fiscale dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
Article 97 (§ 2)	16- La récidive de l'infraction prévue au paragraphe premier de l'article 97 du code des droits et procédures fiscaux, si les deux éléments suivants sont réunis: - la récidive dans cinq ans - le contrevenant est soumis à l'impôt selon le régime réel.	Une amende de 1000 dinars à 50000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.	
	16-1 Les obligations comptables prévues par l'article 62 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.		
	*Pour les personnes morales et les personnes physiques dont le chiffre d'affaires annuel brut est égal ou supérieur à un million de dinars.		- 10000 dinars. Cette amende est doublée en cas de récidive de refus de communiquer la comptabilité, les registres et les répertoires prescrits par la législation fiscale aux agents de l'administration f dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
	*Pour les personnes morales et les personnes physiques dont le chiffre d'affaires annuel brut est inférieur à un million de dinars et qui sont soumises légalement à la tenue d'une comptabilité conformément à la législation		- 2000 dinars. Cette amende est doublée en cas de récidive de refus de communiquer la comptabilité, les registres et les répertoires prescrits par la législation fiscale

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
	comptable des entreprises.		aux agents de l'administration dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
	* Pour les personnes physiques bénéficiant du régime réel simplifié au titre des bénéfices industriels ou commerciaux.		- 1000 dinars. Cette amende est doublée en cas de récidive de refus de communiquer la comptabilité, les registres et les répertoires prescrits par la législation fiscale aux agents de l'administration dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
	* Pour les autres cas.		- 200 dinars. Cette amende est doublée en cas de récidive de refus de communiquer la comptabilité, les registres et les répertoires prescrits par la législation fiscale aux agents de l'administration dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
	16-2 Les autres registres et répertoires prescrits par la législation fiscale.		- 200 dinars au titre de chaque registre ou répertoire. Cette amende est doublée en cas de récidive de refus de communiquer la comptabilité, les registres et les répertoires prescrits par la législation fiscale aux agents de l'administration fiscale dans le cadre d'une vérification approfondie de la situation fiscale.
Article 98	17- La tenue d'une double comptabilité ou l'utilisation de documents comptables, registres ou répertoires falsifiés, dans le but de soustraire totalement ou partiellement au paiement de l'impôt ou de bénéficier d'avantages fiscaux ou de restitution d'impôt.	Une amende de 1.000 dinars à 50.000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.	50% du montant du principal de l'impôt éludé sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 500 dinars ou supérieur à 50.000 dinars

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 99	<p>18 – L'établissement ou l'aide à l'établissement d'une manière intentionnelle de faux comptes ou documents comptables dans le but de minorer l'assiette de l'impôt ou l'impôt lui-même par les agents d'affaires, conseils fiscaux, experts et toutes autres personnes qui exercent une profession libérale de tenir ou d'aider à la tenue de comptabilité ainsi que les personnes chargées de réaliser ou de mettre en place les systèmes ou applications informatiques relatifs à la tenue de comptabilité ainsi que les personnes chargées de réaliser ou de mettre en place les systèmes ou applications informatiques relatifs à la tenue de comptabilité ou à l'établissement des déclarations fiscales.</p>	<p>Une amende de 1.000 dinars à 50.000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.</p> <p>Le contrevenant est, en outre, tenu solidairement avec ses clients au paiement du principal de l'impôt et des pénalités y afférentes éludés par leur agissement.</p>	<p>50% du montant du principal de l'impôt éludé sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 500 dinars ou supérieur à 50.000 dinars.</p> <p>Le contrevenant demeure solidaire avec ses clients pour le paiement du principal de l'impôt et des pénalités y afférentes éludés par leurs agissements.</p>

IV. les infractions fiscales pénales relatives au droit de communication

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 100	19- Le manquement aux dispositions des articles 16 et 17 du code des droits et procédures fiscaux relatives au droit de communication.	Une amende de 100 dinars à 1.000 dinars, majorée d'une amende de 10 dinars par renseignement non communiqué ou communiqué d'une manière inexacte ou incomplète. L'infraction peut être constatée par intervalle de 90 jours à compter de la précédente constatation et donne lieu à l'application de la même amende.	
	19-1 En cas de manquement total à l'une des obligations prévues par ces deux articles.		
	* Pour les personnes morales et les personnes physiques dont le chiffre d'affaires annuel brut est égal ou supérieur à un million de dinars.		- 500 dinars majorés de 5D par renseignement non communiqué ou communiqué d'une manière incomplète ou inexacte.
	* Pour les personnes morales et les personnes physiques dont le chiffre d'affaires annuel brut est inférieur à un million de dinars et qui sont légalement soumises à la tenue d'une comptabilité conformément à la législation comptable des entreprises.		- 250 dinars majorés de 5D par renseignement non communiqué ou communiqué d'une manière incomplète ou inexacte.
	*Pour les autres cas.		- 100 dinars majorés de 5D par renseignement non communiqué ou communiqué d'une manière incomplète ou inexacte.
	19-2 En cas de manquement partiel à l'une des obligations prévues par ces deux articles et ce par la non communication des renseignements demandés ou leur communication d'une manière incomplète ou inexacte.		5 dinars par renseignement non communiqué ou communiqué d'une manière incomplète ou inexacte.

V. Les infractions fiscales pénales relatives aux autres actes de fraude fiscale

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 101	20- La simulation des situations juridiques fictives, la production des documents falsifiés ou la dissimulation de la véritable nature juridique d'un acte ou d'une convention dans le but de bénéficier d'avantages fiscaux, de la minoration de l'impôt exigible ou de sa restitution.	Une amende de 1000 dinars à 50000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.	50% du montant du principal de l'impôt éludé, sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 500 dinars ou supérieur à 50000 dinars.
Article 101	21- L'accomplissement d'opérations emportant transmission de biens à autrui dans le but de ne pas acquitter les dettes fiscales.	Une amende de 1.000 dinars à 50.000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.	50% du montant du principal de la dette dont le recouvrement est entravé par les opérations commises sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 500 dinars ou supérieur à 50.000 dinars
Article 101	22- La majoration du crédit de la taxe sur la valeur ajoutée ou du droit de consommation ou la minoration du chiffre d'affaires dans le but de soustraire au paiement de ladite taxe ou dudit droit ou pour bénéficier de la restitution de ladite taxe ou dudit droit; la sanction s'applique dans les cas où la minoration ou la majoration est égale ou supérieure à 30% du chiffre d'affaires ou du crédit d'impôt déclaré.	Une amende de 1000 dinars à 50000 dinars et un emprisonnement de 16 jours à 3 ans.	50% du montant du principal d'impôt éludé sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 500 dinars ou supérieur à 50000 dinars.

VI. Les infractions fiscales pénales diverses

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 103	23- Le manquement aux obligations prévues par les articles 85, 98, 99, par le paragraphe premier de l'article 100 et par les articles 101 et 135 du code des droits d'enregistrement et de timbre.	Une amende de 100 dinars à 1.000 dinars. Le contrevenant est tenu personnellement au paiement des droits et pénalités exigibles.	250 dinars par infraction, doublée en cas de récidive dans deux ans. Le contrevenant demeure tenu personnellement au paiement des droits et pénalités exigibles.
Article 103	24- Le non respect des dispositions des articles 96 et 97 du code des droits d'enregistrement et de timbre.	Une amende de 100 dinars à 1000 dinars.	250 dinars par infraction, doublée en cas de récidive dans deux ans.
Article 104	<p>25- L'accomplissement des faits ci –après relatifs à la fiscalité des produits figurant aux numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fabrication de ces produits et leur conditionnement dans le même local en contravention à la législation fiscale - L'exploitation des locaux pour l'entreposage de ces produits sans l'obtention de l'autorisation préalable ou sans la production de la caution bancaire ou en cas de production d'une caution bancaire insuffisante et ce, en contravention à la législation fiscale. - L'utilisation de machines pour la fabrication de ces produits par distillation, non fermées ou non scellées par les services de l'administration fiscale ou leur utilisation en cas d'impossibilité de leur scellement ou de leur fermeture pour des raisons techniques, sans la présence des agents de l'administration fiscale à ce habilités. - L'extraction de ces produits et leur dénaturation sans la présence des agents de l'administration fiscale à ce habilités, et ce, en contravention à la législation fiscale. 	Une amende de 1.000 dinars à 50.000 dinars, doublée en cas de récidive dans deux ans.	10.000 dinars doublée en cas de récidive dans deux ans.

Article	L'infraction	La sanction	Le tarif de transaction
Article 105	26- Le refus de délivrer une attestation au titre des sommes retenues à la source.	Une amende de 100 dinars à 5000 dinars.	Une amende égale aux montants retenus et qui n'ont pas fait l'objet de délivrance d'une attestation de retenue à la source, sans que le montant de l'amende exigible ne soit inférieur à 100 dinars ou supérieur à 5000 dinars.
	27- Vente de timbres et marques fiscaux sans autorisation.	Une amende égale à 50 dinars avec la saisie des timbres et marques.	25 dinars doublée en cas de récidive dans deux ans.
	28 – La non présentation au receveur des finances des registres prescrits aux notaires et aux huissiers- notaires, dans le délai prévu par l'article 88 du code des droits d'enregistrement et de timbre.	Une amende égale à 50 dinars.	25 dinars doublée en cas de récidive dans deux ans.
	29- Le manquement à l'obligation de port par le véhicule utilisant le gaz du pétrole liquide de la marque prescrite par la législation fiscale.	Une amende égale à 50 dinars.	25 dinars doublée en cas de récidive dans deux ans.

4. DISPOSITIONS NON CODIFIÉES

4.1. FACILITATION DE L'ACCOMPLISSEMENT DE L'OBLIGATION FISCALE

1) Formalités de dépôt des déclarations fiscales : Articles 57 et 58 de la loi n° 2000-98 du 25/12/2000, portant loi de finances pour l'année 2001

Article 57 : Le contribuable peut souscrire et déposer ses déclarations fiscales, acquitter l'impôt et les pénalités y afférentes et échanger les données et documents utilisés pour l'établissement de l'impôt ou destinés à l'administration fiscale ou aux services du recouvrement de l'impôt par des moyens électroniques fiables et ce, conformément à la législation en vigueur relative aux échanges électroniques.

La souscription et le dépôt des déclarations fiscales, ainsi que l'échange des données et documents utilisés pour l'établissement de l'impôt ou destinés à l'administration fiscale ou aux services du recouvrement de l'impôt par des moyens électroniques fiables sont obligatoires pour les contribuables dont le chiffre d'affaires annuel brut dépasse un montant qui sera fixé par arrêté du ministre des finances¹.

Le paiement de l'impôt ainsi que les pénalités y afférentes s'effectue par la procédure du prélèvement postal ou bancaire ou par toute autre procédure utilisée par le secteur postal ou bancaire.

En cas de retard dans le paiement de l'impôt suite à une erreur commise par le service de la poste ou par l'établissement de crédit qui a le caractère d'une banque, la partie responsable de l'erreur est solidaire avec le contribuable dans le paiement des pénalités de retard.

La souscription, le dépôt des déclarations fiscales ainsi que l'échange des données et documents utilisés pour l'établissement de l'impôt ou destinés à l'administration fiscale ou aux services de recouvrement de l'impôt par les moyens prévus par le présent article libère le contribuable de toute autre obligation ayant le même objet².

Les modalités et le champ d'application de cette mesure sont fixés par décret³.

Article 58 : Les personnes morales et les personnes physiques soumises à l'impôt selon le régime réel peuvent produire les déclarations, listes et relevés comportant des renseignements destinés à l'administration fiscale ou aux services du recouvrement de l'impôt sur des supports magnétiques intelligibles pouvant être consultés en cas de besoin, accompagnés de bordereaux de transmission selon un modèle établi par l'administration.

L'application de ce dispositif libère l'intéressé de l'obligation de produire les déclarations, listes et relevés susvisés sur papier.

Le champ et les modalités d'application du présent article sont fixés par décret⁴.

Le dépôt sur supports magnétiques des déclarations, listes et relevés est obligatoire pour les contribuables qui tiennent leur comptabilité par des moyens informatiques et dont le chiffre d'affaires brut annuel dépasse un montant qui sera fixé par arrêté du ministre chargé des finances⁵. Les modalités d'application de la présente mesure sont fixées par décret⁶.

¹ Ce chiffre est fixé à 15 millions de dinars (Arrêté du ministre des finances du 14/9/2005).

² Modifié par l'article 70 de la loi n° 2004-90 du 31/12/2004, portant loi de finances pour l'année 2005.

³ Voir Décret n° 2005-2494 du 12 septembre 2005 (JORT n° 75).

⁴ Voir décret n° 2001-2802 du 6 décembre 2001 à la page suivante.

⁵ Montant fixé à 20 millions de dinars par l'arrêté du Ministre des Finances du 4 avril 2003, puis abaissé à 10 millions de dinars par l'arrêté du Ministre des Finances du 23 octobre 2004, puis abaissé à 5 millions de dinars par l'arrêté du Ministre des Finances du 7 octobre 2006 (JORT n° 82) qui s'applique à toutes les déclarations, listes et relevés devant être déposés à compter de 2004.

⁶ Voir décret 2001-2802 du 6 décembre 2001 à la page suivante

2) Décret n° 2001-2802 du 6 décembre 2001, relatif à la fixation du champ et modalités d'application de l'article 58 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée, promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu le code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu le code des droits d'enregistrement et de timbre, promulgué par la loi n° 93-53 du 17 mai 1993, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises,

Vu le code de la fiscalité locale promulgué par la loi n° 97-11 du 3 février 1997,

Vu le code des droits et procédures fiscaux, promulgué par la loi n° 2000-82 du 9 août 2000,

Vu la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 et notamment son article 58,

Vu le décret n° 97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. - Les personnes morales ou les personnes physiques, soumises à l'impôt selon le régime réel, peuvent présenter les déclarations, états ou relevés comportant des informations sur des supports magnétiques à déposer auprès du bureau de contrôle des impôts territorialement compétent.

Peut être accepté, l'un des supports magnétiques suivants :

- disques pour système de lecture par faisceaux laser, (CD-ROM),
- disquettes magnétiques destinées à être utilisées pour le traitement automatique de l'information de type 3" 1/2.

Art. 2. - Les personnes qui ont opté pour le dépôt des déclarations, états ou relevés prévus par l'article premier du présent décret, sur supports magnétiques doivent présenter, à cet effet, une demande d'adhésion, en double exemplaires selon un modèle établi par l'administration, auprès du bureau de contrôle des impôts territorialement compétent, et ce, avant l'expiration des délais de dépôt ou de présentation de ces déclarations, états ou relevés. L'adhésion prend effet pour une année renouvelable par tacite reconduction.

La demande d'adhésion est examinée par le bureau de contrôle des impôts territorialement compétent pour s'assurer que l'intéressé est redevable de l'impôt selon le régime réel. Sur la base de cet examen, ledit bureau vise la demande d'adhésion par l'acceptation ou le refus et en délivre un exemplaire à l'intéressé directement et le jour même.

Art. 3. - Le support magnétique est déposé auprès du bureau de contrôle des impôts territorialement compétent, accompagné d'un bordereau de transmission selon un modèle établi par l'administration en contrepartie d'un récépissé mentionnant l'acceptation provisoire du support.

Le récépissé d'acceptation provisoire du support doit également mentionner l'obligation du contribuable de prendre l'attache du bureau de contrôle des impôts territorialement compétent dans un délai ne dépassant pas sept jours à partir de la date de dépôt du support magnétique pour l'informer:

- de l'acceptation définitive du support magnétique dans le cas où il est lisible et compréhensible et ne comporte pas d'insuffisances au niveau des informations contenues

dans le support,

- ou du refus du support magnétique en cas d'impossibilité de lecture et de l'obligation de déposer un support magnétique rectificatif dans un délai ne dépassant pas sept jours à partir de la date de notification du refus du support,

- ou de l'acceptation provisoire du support lorsqu'il comporte des insuffisances au niveau des informations contenues dans le support pouvant être corrigées. Dans ce cas, un état desdites insuffisances lui est délivré en vue d'être corrigées et retournées sur support magnétique rectificatif au bureau de contrôle des impôts territorialement compétent dans un délai ne dépassant pas sept jours à partir de la date de notification des insuffisances. Au cas où le support magnétique rectificatif comporte des insuffisances au niveau des informations contenues dans le support, un état desdites insuffisances lui est délivré dans un délai ne dépassant pas sept jours. Un délai ne dépassant pas sept jours, à partir de la date de notification desdites insuffisances, est accordé au contribuable pour le corriger.

En cas d'impossibilité de lecture du premier ou du deuxième support magnétique rectificatif ou en cas d'existence d'autres insuffisances au niveau des informations contenues dans le support, le contribuable est informé du refus définitif du support dans un délai ne dépassant pas sept jours à partir de la date de dépôt du deuxième support magnétique rectificatif et il est invité à déposer la déclaration, l'état ou le relevé visés à l'article premier du présent décret, sur papier.

Art. 4.- Le contribuable est considéré en défaut vis-à-vis de l'obligation de dépôt de la déclaration, état ou relevé, à partir du jour qui suit la signification du refus définitif ou s'il n'a pas obtenu le récépissé de l'acceptation définitive du support magnétique.

En cas de dépôt du support magnétique avant l'expiration des délais légaux prévus par la législation en vigueur, le contribuable n'est pas considéré en défaut pendant la période qui sépare le dépôt du support magnétique la première fois et l'acceptation définitive du support initial ou rectificatif prévue par l'article 3 du présent décret.

Art. 5.- Les informations et les données contenues dans le support magnétique restent soumises au contrôle fiscal conformément à la législation en vigueur.

Art. 6.- La renonciation à la procédure de dépôt sur support magnétique, se fait par la présentation d'une demande au bureau de contrôle des impôts territorialement compétent selon un modèle établi par l'administration, et ce, avant l'expiration des délais de dépôt de ces déclarations, états ou relevés. La demande est acceptée d'office.

Art. 7.- Dans le cas d'apparition d'anomalies ou d'impossibilité de lecture des supports magnétiques, les services de contrôle des impôts peuvent demander exceptionnellement aux personnes concernées une copie des supports magnétiques déjà déposés et en cas d'impossibilité, ils peuvent leur demander de leur fournir, sur papier, les informations et les données contenues dans les supports.

Art. 8.- Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 6 décembre 2001.
Zine El Abidine Ben Ali

4.2. AMNISTIE FISCALE

4.2.1. DISPOSITIONS PREVUES PAR LA LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

Articles 25 à 29 de la loi n° 2000-98 du 25/12/2000, portant loi de finances pour l'année 2001

Article 25 : I. Les contribuables soumis au régime réel, qui tiennent une comptabilité et qui ont déposé toutes leurs déclarations fiscales échues au 31 décembre 2000 relatives à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés peuvent souscrire et déposer des déclarations rectificatives s'y rapportant avant le 1^{er} juillet 2001.

II . Les contribuables bénéficient au titre des déclarations rectificatives de:

- l'exonération de 50% des bénéfices ou revenus supplémentaires déclarés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés ;
- l'exonération des pénalités de retard dues sur les montants de l'impôt supplémentaire exigible.

Le bénéfice des dispositions du présent paragraphe est subordonné à:

- l'affectation des montants exonérés de l'impôt au passif du bilan dans un compte intitulé « réserve à régime spécial » ;
- l'utilisation de ladite réserve, au plus tard le 31 décembre 2003, dans des investissements dans des secteurs productifs dont la liste est fixée par décret.

Le non-respect de l'une des deux conditions susvisées, entraîne la déchéance de l'avantage et le paiement de l'impôt qui n'a pas été payé majoré des pénalités dues conformément à la législation en vigueur. Les délais de prescription sont décomptés dans ce cas à partir du 1^{er} janvier 2004.

Les montants exonérés de l'impôt ne bénéficient pas des avantages fiscaux au titre du réinvestissement des revenus et bénéfices prévus par la législation fiscale en vigueur.

Article 26 : I. Les contribuables ayant déposé toutes les déclarations fiscales échues au 31 décembre 2000 relatives à la taxe sur la valeur ajoutée, au droit de consommation et aux autres taxes dues sur le chiffre d'affaires peuvent souscrire et déposer des déclarations rectificatives s'y rapportant avant le 1^{er} juillet 2001.

II . Les contribuables bénéficient au titre des déclarations rectificatives de l'exonération des pénalités de retard dues sur le montant de l'impôt supplémentaire exigible.

Article 27 : L'impôt supplémentaire exigible au titre des déclarations rectificatives prévues par les articles 25 et 26 de la présente loi est payable en deux tranches d'égale montant, la première à l'occasion du dépôt de la déclaration et la deuxième au plus tard le 31 décembre 2001.

Article 28 : Les dispositions des articles 25, 26 et 27 de la présente loi ne font pas obstacle à l'exercice du contrôle fiscal conformément à la législation fiscale en vigueur.

Article 29 : Les dispositions des articles 25, 26 et 27 de la présente loi ne s'appliquent pas aux personnes soumises à un régime fiscal spécial conformément à la législation relative à leur secteur d'activité ou conformément à des conventions approuvées par la loi.

4.2.2. DISPOSITIONS PREVUES PAR LA LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2002

Article 39 de la loi 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002

Les dispositions prévues par les articles 25, 26, 28 et 29 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000 portant loi de finances pour l'année 2001 sont applicables aux déclarations rectificatives déposées durant l'année 2002 au titre des déclarations échues à la date du 31 décembre 2001 et relatives à l'impôt sur le revenu à l'impôt sur les sociétés, à la taxe sur la valeur ajoutée, au droit de consommation ou aux autres taxes dues sur le chiffre d'affaires.

Les délais prévus par le paragraphe II de l'article 25 de la loi de finances susvisée sont prorogés d'une année.

Les dispositions prévues par cet article s'appliquent aux déclarations rectificatives déposées au titre des déclarations pour lesquelles un arrêté de taxation d'office a été notifié pendant la période allant du 7 novembre au 31 décembre 2001. Dans ce cas, les déclarations rectificatives doivent être déposées avant le premier avril 2002.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux déclarations rectificatives déposées au titre des déclarations pour lesquelles un arrêté de taxation d'office a été notifié à partir du premier janvier 2002.

L'impôt supplémentaire exigible au titre des déclarations rectificatives est payable en deux tranches d'égale montant, la première à l'occasion du dépôt de la déclaration rectificative et la deuxième durant les six mois qui suivent la date du dépôt de ladite déclaration.

4.2.3. DISPOSITIONS PREVUES PAR LA LOI N° 2002-1 DU 8 JANVIER 2002, PORTANT ASSOUPPLISSEMENT DES PROCEDURES FISCALES

Art.5.- Les contribuables qui n'ont pas déposé leurs déclarations fiscales au titre des impôts régis par les dispositions du code des droits et procédures fiscaux et dont le délai de paiement est échu avant le 1^{er} novembre 2001, peuvent déposer ces déclarations d'une façon spontanée avant l'expiration du mois de juin 2002 et bénéficier des avantages suivants:

- l'exonération des pénalités de retard exigibles,
- le paiement de l'impôt exigible en huit tranches égales dont le paiement de la première tranche aura lieu à la date du dépôt de la déclaration et le paiement des autres tranches s'effectuera sur la base d'une tranche tous les 90 jours.

Les délais de prescription au titre des déclarations déposées dans le délai prévu par le paragraphe premier du présent article est limité à quatre ans.

Les dispositions des paragraphes premier et second du présent article ne s'appliquent pas en matière de droits d'enregistrement; elles ne s'appliquent pas également aux montants d'impôts ayant fait l'objet avant ou après la date d'entrée en application de la présente loi :

- d'une reconnaissance de dette,
- ou d'une notification d'un arrêté de taxation d'office,
- ou d'une notification d'une contrainte.

Art.6.- Le retard dans le paiement de l'impôt exigible au titre des déclarations visées à l'article 5 de la présente loi entraîne l'application d'une pénalité de retard au taux de 1 % par mois ou fraction de mois de retard du montant de l'impôt exigible. Le retard est calculé à compter du premier jour qui suit l'expiration du délai imparti pour le paiement de l'impôt exigible au titre de chaque tranche et jusqu'à la fin du mois au cours duquel a eu lieu le paiement dudit impôt.

**4.3. APPLICATION DES PENALITES DE RETARD EXIGIBLES APRES L'INTERVENTION DES SERVICES
DU CONTROLE FISCAL AUX IMPOTS DONT LE DELAI DE PAIEMENT EST ECHU AVANT LE 1^{ER}
JANVIER 2002**

Article 80 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 : Nonobstant toute disposition contraire, les dispositions des articles 82, 85, 86 et 87 du code des droits et procédures fiscaux relatives aux pénalités de retard exigibles suite à l'intervention des services du contrôle fiscal, s'appliquent à tout retard dans le paiement de l'impôt, qui sera constaté par ces services à partir du 1^{er} janvier 2002 au titre des impôts régis par les dispositions du code des droits et procédures fiscaux et dont le délai de paiement est échu avant le 1^{er} janvier 2002 y compris les droits de timbre payables sur états.

**4.4. FIXATION D'UN MINIMUM DE PERCEPTION POUR LES DECLARATIONS MENSUELLES ET
TRIMESTRIELLES**

Article 49 de la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 : Le montant d'impôt en principal, perçu sur chaque déclaration mensuelle ou trimestrielle au titre de l'ensemble des impôts, taxes et droits exigibles, à l'exception des déclarations fiscales relatives au paiement des acomptes provisionnels, ne peut être inférieur à un minimum fixé comme suit :

- 5 dinars pour les personnes physiques soumises à l'impôt sur le revenu selon le régime forfaitaire ;
- 10 dinars pour les personnes physiques soumises à l'impôt sur le revenu selon le régime réel ;
- 15 dinars pour les personnes morales.